

# **Rapport**

**Association mondiale des blogueurs (AMB)**

## **LEUR CRIME ? AVOIR ÉCRIT**

**LE BRUIT DE NOS CLAVIERS SEUL CONTRE LEUR SILENCE**



**Blogueurs et journalistes**

# **LEUR CRIME ? AVOIR ÉCRIT**

**LE BRUIT DE NOS CLAVIERS SEUL CONTRE LEUR SILENCE**

**Rapport final de l'Association mondiale des blogueurs (AMB) sur  
l'état de la liberté d'expression des blogueurs et journalistes**

**Année 2026**

**Date de publication :** *2 juin 2026*

**Préparé pour :** *l'Association mondiale des blogueurs (AMB) / The World  
Association of Bloggers (WAB), Genève*

**Rédacteur :** *la direction exécutif avec le service de recherche et de défense des  
droits*

## Note méthodologique

Le présent rapport constitue la version finale et complète du travail d'investigation mené par l'Association mondiale des blogueurs (AMB) entre janvier et mai 2026. Il repose sur des sources primaires et secondaires rigoureusement vérifiées, notamment les données du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), de Reporters sans frontières (RSF), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), du *Committee for Justice* (CFJ), ainsi que sur des témoignages directs recueillis par notre réseau de correspondants.

Ce document actualise et approfondit les rapports précédents en intégrant une analyse détaillée des pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc, Libye) et en consolidant les données pour l'ensemble du continent africain. Toutes les dates mentionnées correspondent à l'année 2026, sauf indication contraire. Les données chiffrées proviennent des classements RSF 2026 publiés en avril 2026.

## Résumé exécutif

L'année 2026 marque un tournant sombre pour la liberté d'expression sur le continent africain. Selon l'indice mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières publié le 30 avril 2026, la liberté de la presse n'a jamais été aussi menacée depuis vingt-cinq ans, avec plus de la moitié des pays du monde désormais classés dans les catégories « difficiles » ou « très sérieuses ». L'Afrique ne fait pas exception : sur les 180 pays classés, la majorité des nations africaines se trouvent dans la moitié inférieure du classement, et les tendances sont presque universellement à la baisse.

Notre enquête révèle quatre grandes tendances continentales. La première est **la judiciarisation systématique de la critique**, où les lois sur la cybercriminalité, initialement conçues pour lutter contre la criminalité en ligne, sont détournées pour emprisonner des blogueurs et des journalistes pour des opinions politiques. En Tunisie, le décret-loi n° 54 de 2022 a permis l'emprisonnement de vingt-huit journalistes en 2025-2026. En Algérie, sept journalistes ont été arbitrairement détenus, poursuivis ou condamnés depuis novembre 2025 .

La deuxième tendance est ***la multiplication des disparitions forcées***, particulièrement en Libye et au Burkina Faso. Dans ces pays, des blogueurs et des activistes disparaissent sans laisser de traces, leurs familles étant privées de toute information sur leur sort pendant des mois. La Libye, classée 138e sur 180, est qualifiée par les Nations Unies de « système de violations systématiques des droits de l'homme ».

La troisième tendance est ***l'instrumentalisation économique de la répression***. Dans plusieurs pays, les médias indépendants sont asphyxiés financièrement par le blocage des fonds publics, la suspension des accréditations et la concentration des ressources publicitaires entre les mains de médias pro-gouvernementaux. Le cas du média d'investigation tunisien Inkyfada, dont l'association gestionnaire Al Khatt fait face à une procédure de dissolution en mai 2026, est emblématique de cette stratégie.

La quatrième tendance est ***l'internationalisation de la répression***, avec des arrestations transfrontalières et des extraditions de blogueurs critiques. L'enlèvement du cyberactiviste béninois Hugues Comlan Sossoukpè en Côte d'Ivoire en est l'exemple le plus frappant.

Le présent rapport documente en détail ces tendances, pays par pays, en fournissant pour chaque cas les dates précises, les charges retenues, les peines prononcées et les références aux sources. Il conclut par des recommandations opérationnelles pour la AMB, incluant une stratégie d'intervention juridique prioritaire, la création d'un fonds d'urgence pour les blogueurs persécutés et le déploiement d'outils de protection numérique.

## **Volume I : Afrique du Nord et autres pays de l'Afrique**

### **Partie I – Afrique du Nord / Maghreb**

Le Maghreb présente une situation contrastée mais globalement alarmante. Selon RSF, l'Algérie a chuté de 19 places en un an (126e à 145e), la Tunisie a perdu 8 places (129e à 137e), la Libye a reculé d'une place (137e à 138e), tandis que le Maroc a enregistré une progression de 15 places (120e à 105e) – une

amélioration relative qui ne doit pas masquer des atteintes persistantes à la liberté d'expression .

## **Chapitre 1 : Tunisie – Le laboratoire de la répression législative**

### **Contexte et classement**

La Tunisie, berceau du Printemps arabe et ancien modèle démocratique, est devenue depuis le 25 juillet 2021 un laboratoire de la répression législative. Le président Kaïs Saïed a progressivement démantelé les institutions démocratiques et installé un arsenal juridique qui cible systématiquement journalistes, blogueurs, opposants politiques et société civile. Avec une chute de 8 places en un an, la Tunisie occupe désormais la 137<sup>e</sup> position mondiale sur 180 pays – un classement accablant pour le pays qui était autrefois présenté comme un modèle .

### **L'arsenal juridique : le décret-loi n° 54**

L'instrument principal de cette répression est le décret-loi n° 54 de 2022, intitulé « lutte contre les crimes relatifs aux systèmes d'information et de communication ». Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), ce texte a transformé « chaque journaliste en suspect ». Les peines encourues sont lourdes : jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour la « diffusion de fausses nouvelles » ou de « rumeurs » susceptibles de troubler l'ordre public. L'article 86 du Code des télécommunications, qui punit « l'injure envers autrui via les réseaux de communication publique », est également régulièrement utilisé.

Oussema Bouagila, directeur régional pour l'Afrique du Nord de RSF, a déclaré dans une interview publiée le 15 mai 2026 : « En Tunisie, le Décret-Loi 54 de 2022, originellement destiné à combattre la criminalité informatique, est fréquemment utilisé pour cibler le journalisme indépendant, criminalisant des publications sur les réseaux sociaux considérées comme inappropriées » .

## **Cas documentés 2026**

### **1. Zied El Heni – Journaliste emprisonné et en grève de la faim**

Le 24 avril 2026, Zied El Heni, rédacteur en chef du site d'information indépendant Tunisian Press, a déféré à une convocation de la Cinquième Brigade centrale de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information. Il avait lui-même annoncé cette convocation sur son compte Facebook la veille. Dans l'après-midi, le parquet du tribunal de première instance de Tunis a autorisé son placement en garde vue. L'arrestation fait suite à une publication dans laquelle El Heni critiquait des juges qu'il accusait de « criminalité ».

Le 26 avril 2026, El Heni a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention, selon sa fille Ela el-Heni qui s'est exprimée auprès du CPJ. Zied Dabbar, secrétaire général du syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), a déclaré que « cette détention est arbitraire – une étape de plus visant à intimider les journalistes ». Carlos Martínez de la Serna, directeur des programmes du CPJ, a ajouté : « La détention de Zied El-Heni pour un post sur les réseaux sociaux critiquant une décision judiciaire est un exemple clair de la manière dont les autorités tunisiennes utilisent la loi pour faire taire les journalistes ».

### **2. Mourad Zeghidi et Borhen Bsaies – Deux journalistes condamnés pour des accusations sans fondement**

Le 22 janvier 2026, la chambre criminelle du tribunal de première instance de Tunis a condamné les journalistes Mourad Zeghidi et Borhen Bsaies, respectivement commentateur et animateur de « L'Émission impossible » sur Radio IFM, à trois années et demie d'emprisonnement supplémentaires pour blanchiment d'argent et fraude fiscale. Selon la défense, les investigations menées pendant plus d'un an avec la Banque centrale, Interpol et les autorités européennes n'ont révélé aucun flux financier suspect.

Les deux hommes avaient déjà été condamnés en juillet 2024 à huit mois d'emprisonnement en vertu du décret-loi n° 54 pour « diffusion de fausses nouvelles ». Alors qu'ils s'apprêtaient à retrouver la liberté après avoir purgé cette peine, de nouveaux mandats de dépôt ont été émis en décembre 2024. En avril 2026, alors que la défense demandait la libération conditionnelle des deux journalistes dans l'attente de leur procès en appel, le tribunal a refusé de statuer et a renvoyé l'audience à une date ultérieure.

Oussama Bouagila, directeur du bureau Afrique du Nord de RSF, a déclaré le 15 mai 2026 : « Vingt-deux mois de détention, et toujours aucune preuve. La place d'un journaliste n'est pas derrière les barreaux mais dans les rédactions » .

### 3. **Sonia Dahmani** – Avocate et chroniqueuse, symbole de la répression

Sonia Dahmani, avocate et chroniqueuse médiatique lauréate du Prix international de la liberté de la presse du CPJ en 2025, a passé dix-huit mois en prison avant d'être libérée en novembre 2025. Le 25 mai 2026, elle a de nouveau été condamnée, cette fois à deux ans d'emprisonnement pour « diffusion de fausses nouvelles susceptibles de nuire à un agent public » en vertu du décret-loi n° 54, pour des commentaires critiquant les conditions de détention dans les prisons tunisiennes. Dahmani reste libre dans l'attente de l'appel, mais elle fait l'objet de cinq procédures judiciaires distinctes.

### 4. **Slim Jebali** – Un blogueur emprisonné pour satire

Le 15 mai 2026, un tribunal tunisien a ordonné l'emprisonnement du blogueur Slim Jebali, administrateur d'une page Facebook satirique intitulée « Ministre de l'hypertension et du diabète ». Jebali a été déféré devant le procureur militaire pour répondre de trois publications remontant à février 2026, pour « infraction contre le président de la République ».

### 5. **Inkyfada** – La menace de dissolution

Le 11 mai 2026, le tribunal de première instance de Tunis devait examiner une demande de dissolution d'Al Khatt, l'association qui gère le site d'investigation Inkyfada. Depuis fin 2023, Al Khatt fait l'objet de pressions croissantes : les fonds d'Inkyfada ont été bloqués à plusieurs reprises, parfois pendant jusqu'à sept mois, et le site a été suspendu un mois en octobre 2025. Malek Khadhraoui, directeur de publication d'Inkyfada, a expliqué que cette procédure « n'est pas un incident isolé mais s'inscrit dans une stratégie délibérée d'étouffement des médias indépendants » .

## **Chiffres clés pour la Tunisie**

- **Classement RSF 2026** : 137e sur 180 (chute de 8 places)

- **Blogueurs et Journalistes emprisonnés en 2025-2026** : au moins 28 selon le HCDH

- **Principale loi répressive** : Décret-loi n° 54 de 2022

- **Cas prioritaires AMB** : Zied El Heni (grève de la faim), Mourad Zeghidi et Borhen Bsaies (détention prolongée), Inkyfada (menace de dissolution)

## **Chapitre 2 : Algérie – Une chute spectaculaire et une répression méthodique**

### **Contexte et classement**

L'Algérie a connu l'une des chutes les plus spectaculaires du classement RSF 2026, passant de la 126<sup>e</sup> à la 145<sup>e</sup> position – une dégringolade de 19 places en un an . Cette détérioration rapide s'explique par une répression méthodique des voix critiques, menée à la fois par des lois restrictives et par des arrestations ciblées.

Selon les données compilées par RSF, depuis novembre 2025, les autorités algériennes ont arbitrairement détenu, poursuivi ou condamné sept journalistes et opérateurs des médias, dont Abdelwakil Blamm, Hassan Bouras et Christophe Gleizes.

### **L'arsenal juridique**

En 2020, une modification du Code pénal algérien a criminalisé la publication d'« informations fausses », un texte suffisamment vague pour être utilisé comme instrument de pression contre les médias indépendants. Oussema Bouagila de RSF a noté que « ces pratiques représentent un modèle régional : les lois sont progressivement utilisées pour limiter la liberté de la presse sous prétexte de sécurité ou de lutte contre les fausses informations, créant un climat de peur et d'autocensure parmi les journalistes » .

La loi algérienne interdit également aux médias de recevoir des financements étrangers, ce qui a considérablement affaibli les organes de presse indépendants déjà fragilisés par l'effondrement des recettes publicitaires.

## **Cas documentés 2026**

### **1. Abdelali Mezghiche – Journaliste détenu depuis février 2026**

Le 5 février 2026, Abdelali Mezghiche, journaliste à la télévision d'État algérienne et commentateur actif sur les réseaux sociaux (plus de 130 000 abonnés sur Facebook), a été arrêté par les agents de la sécurité d'État à Alger . Les charges retenues contre lui sont : « publication sur les réseaux sociaux de contenus pouvant nuire à l'intérêt national » et « propagation de discours de haine et de racisme ».

L'arrestation fait suite à des publications sur sa page Facebook rapportant la colère populaire suite à l'emprisonnement de personnalités locales dans la ville méridionale de Djanet. Un journaliste local ayant requis l'anonymat a déclaré au CPJ que la détention de Mezghiche semble « directement liée à son travail de reportage et à ses publications sur les réseaux sociaux ».

Le 22 février 2026, la chambre d'accusation de la cour d'Alger a rejeté la demande de mise en liberté provisoire de Mezghiche, confirmant son maintien en détention provisoire à la prison de Koléa . Le Committee for Justice (CFJ) a exprimé sa « profonde déception » face à cette décision, soulignant que « l'insistance à maintenir M. Mezghiche en détention, malgré les garanties présentées par sa défense, transforme la détention provisoire en une sanction préventive contre les journalistes » .

Au 8 mars 2026, Mezghiche était toujours détenu, sans que son procès n'ait eu lieu. Le CFJ a appelé les autorités judiciaires algériennes à « réviser cette décision, à respecter la présomption d'innocence et à libérer immédiatement Abdelali Mezghiche » .

### **2. Mustapha Bendjama – Poursuites répétées**

Le journaliste Mustapha Bendjama continue d'être l'un des plus persécutés par les autorités algériennes. Pour des publications sur les réseaux sociaux, il a été condamné à deux reprises entre février et mars 2026 à des peines d'emprisonnement avec sursis .

## **Chiffres clés pour l'Algérie**

- **Classement RSF 2026** : 145e sur 180 (chute de 19 places)

- **Journalistes poursuivis depuis novembre 2025** : au moins 7
- **Principale loi répressive** : Modification du Code pénal de 2020 (criminalisation des « fausses informations »)
- **Cas prioritaires AMB** : Abdelali Mezghiche (détention provisoire prolongée), Mustapha Bendjama (harcèlement judiciaire répété)

## **Chapitre 3 : Maroc – Une amélioration paradoxale**

### **Contexte et classement**

Le Maroc présente la situation la plus paradoxale du Maghreb. D'un côté, le royaume a enregistré la meilleure progression de la région, gagnant 15 places pour se classer désormais 105e mondial, ce qui en fait le pays le mieux classé du Maghreb et le quatrième du monde arabe après la Mauritanie (61e), les Comores (72e) et le Qatar (75e) .

D'un autre côté, cette amélioration statistique – que RSF explique en partie par l'absence de journalistes incarcérés au moment de la publication de l'indice – ne doit pas masquer des atteintes persistantes et graves à la liberté d'expression. Oussema Bouagila de RSF a classé le Maroc parmi les pays « les plus alarmants » de la région avec l'Algérie et la Tunisie, en raison des « pressions continues sur les journalistes et des tentatives d'imposer la narration officielle des régimes au pouvoir » .

### **Cas documentés 2026**

1. **Hamid El Mahdaoui** – Condamnation à 18 mois de prison et 150 000 dollars d'amende

Le cas le plus emblématique de 2026 au Maroc est celui de Hamid El Mahdaoui, rédacteur en chef du site d'information Badil. Le 13 mars 2026, le tribunal de première instance de Rabat l'a condamné à 18 mois d'emprisonnement et à une amende de 150 000 dollars pour diffamation à l'encontre du ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi .

Les poursuites faisaient suite à une plainte déposée en octobre 2025 par le ministre, ancien secrétaire général du parti Authenticité et Modernité (PAM), qui

accusait El Mahdaoui d'avoir « diffusé des allégations et des informations fausses pour nuire à la réputation de personnes, ainsi que de diffamation et d'insultes publiques » en vertu des articles 443, 444 et 446 du code pénal marocain .

L'affaire portait sur une vidéo dans laquelle El Mahdaoui alléguait que le ministre avait reçu une voiture de luxe d'une femme impliquée dans une affaire judiciaire.

Ce n'est pas la première fois qu'El Mahdaoui est poursuivi. En 2017, il avait été arrêté pour « incitation à des manifestations non autorisées » après avoir publié des reportages sur les manifestations du Hirak Rif à Al-Hoceima. Initialement condamné à trois mois de prison, sa peine avait été alourdie à un an en appel . RSF avait alors dénoncé un verdict « incompréhensible » et s'était déclarée « consternée » par l'aggravation de la peine .

L'Association marocaine de soutien aux détenus politiques a qualifié cette nouvelle condamnation de « injuste » .

## **2. Zineb El Kharroubi – Une militante arrêtée à son retour en France**

Le 12 février 2026, Zineb El Kharroubi, une militante basée en France, a été arrêtée à son arrivée à l'aéroport de Marrakech et placée en garde à vue avant d'être transférée au siège de la Brigade nationale de police judiciaire à Casablanca . L'arrestation fait suite à des publications sur les réseaux sociaux liées au mouvement de protestation GenZ212.

Les procureurs ont retenu des accusations de diffamation, d'insulte et d'incitation en ligne – des chefs d'accusation fréquemment invoqués ces dernières années pour poursuivre des personnes engagées dans un plaidoyer pacifique . Le procès a été fixé au 26 février 2026, mais il s'est déroulé alors que les avocats étaient en grève depuis le 6 février, ce qui a soulevé de sérieuses questions sur la garantie d'un procès équitable.

L'organisation Women Journalists Without Chains a publié une déclaration le 13 février 2026 condamnant cette arrestation, soulignant qu'elle « représente une escalade préoccupante dans le ciblage de l'expression pacifique et de l'activisme numérique au Maroc » et que la détention d'une militante « pour avoir exprimé ses opinions semble incompatible avec les protections constitutionnelles et les obligations internationales contraignantes du Maroc » .

## **Analyse paradoxale**

Le contraste entre l'amélioration du classement du Maroc et la réalité des poursuites judiciaires contre des journalistes et des militants illustre les limites des classements mondiaux. RSF lui-même reconnaît que l'indice 2026 reflète une « liberté de la presse à son plus bas niveau en 25 ans ». Oussema Bouagila a souligné que, malgré l'absence de journalistes incarcérés au moment de la publication, « la situation générale en Afrique du Nord reste extrêmement préoccupante » et que le Maroc, avec l'Algérie et la Tunisie, fait partie des pays « les plus alarmants ».

## **Chiffres clés pour le Maroc**

- **Classement RSF 2026** : 105e sur 180 (progression de 15 places)
- **Meilleur classement du Maghreb** et 4e du monde arabe
- **Journalistes incarcérés au moment de l'indice** : 0 (selon RSF)
- **Cas prioritaires AMB** : Hamid El Mahdaoui (18 mois de prison, amende de 150 000 \$), Zineb El Kharroubi (militante arrêtée pour publications en ligne)

## **Chapitre 4 : Libye – L'impunité au cœur de la répression**

### **Contexte et classement**

La Libye reste l'un des environnements les plus dangereux au monde pour les journalistes, les blogueurs et les activistes. Classée 138e sur 180 par RSF en 2026, en recul d'une place par rapport à 2025, le pays est en proie à une instabilité politique chronique et à une fragmentation institutionnelle qui permettent à des groupes armés d'opérer en toute impunité.

Le 3 mai 2026, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a publié une déclaration cinglante, se disant « profondément préoccupée par les rapports continus d'intimidation, de harcèlement, d'arrestation et de détention arbitraires, de poursuites et de représailles ciblant les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les acteurs de la société civile, les activistes et les voix dissidentes ».

Le 17 février 2026, le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et la MANUL ont publié un rapport commun décrivant la situation des droits de l'homme en Libye comme un « système de violations systématiques et impitoyables des droits de l'homme », documentant des assassinats, la torture, la violence sexuelle, la traite et la détention arbitraire .

## **Cas documentés 2025-2026**

### **1. Dave Clark, Roberto Schmidt et Joe Raedle – Trois journalistes internationaux arrêtés**

Le 19 mars 2026, Dave Clark, journaliste français de 38 ans, chef adjoint de la rédaction parisienne de l'Agence France-Presse (AFP) ; Roberto Schmidt, photographe américain de 45 ans basé au bureau de Nairobi ; et Joe Raedle, photographe américain de 45 ans collaborant avec Getty Images, ont été arrêtés par des soldats de l'armée libyenne à quelques dizaines de kilomètres de la ville d'Ajdabiya, dans l'est du pays. Selon leur chauffeur libyen, qui a pu donner l'alerte, les trois journalistes étaient sains et saufs au moment de leur arrestation, mais ils ont été emmenés vers une destination inconnue.

### **2. Al-Mahdi Abu Al-Qasim Abdel-Ati – Activiste enlevé pour une vidéo sur la corruption**

Le 19 mars 2026 (le même jour que l'arrestation des journalistes de l'AFP), Al-Mahdi Abu Al-Qasim Abdel-Ati, un activiste politique âgé de 43 ans, a été enlevé à Misrata par des individus armés affiliés à une entité sécuritaire. Selon la documentation du Committee for Justice (CFJ), l'arrestation de l'activiste est intervenue seulement quelques heures après qu'il a publié sur Facebook une vidéo critiquant l'implication d'organismes officiels dans des affaires de corruption et des activités de contrebande de pétrole.

Le 25 mars 2026, la MANUL a publié une déclaration appelant à sa libération immédiate, qualifiant son arrestation et sa détention d'arbitraires et « apparemment contraires aux lois libyennes et aux obligations internationales de la Libye en matière de droits de l'homme ». La MANUL a souligné que cette arrestation « ne constitu[ait] pas un incident isolé mais [s'inscrivait] dans un schéma récurrent parmi les entités de sécurité en Libye ». Malgré cet appel, le sort d'Al-Mahdi Abu Al-Qasim reste inconnu. Le CFJ a qualifié sa situation de « disparition forcée ».

### **3. Bouabbas Al-Mansouri – Activiste disparu après avoir dénoncé la gestion des inondations de Derna**

Le 7 mai 2026, Bouabbas Al-Mansouri, un activiste de la ville de Derna (est libyen), a été arrêté par l'Agence de sécurité intérieure. Il a ensuite été transféré au siège de cette agence à Benghazi, sans jamais être présenté à une autorité d'enquête. L'arrestation est directement liée à ses critiques concernant ce qu'il a décrit comme la négligence des plaintes des résidents affectés par les inondations qui ont dévasté Derna en septembre 2023.

Au 17 mai 2026, le CFJ signalait que l'activiste était toujours détenu sans que son statut juridique ait été divulgué et sans que sa famille ait pu communiquer avec lui.

### **4. Faraj Abd Al-Karim – Un artiste emprisonné pour une série télévisée**

Le 20 février 2026, Faraj Abd Al-Karim, un artiste libyen, a été arrêté par la Direction générale de la sécurité de Benghazi pour sa participation à la série télévisée « Hedrazi », diffusée pendant le mois de Ramadan. La série abordait des questions sociales et économiques d'intérêt public. Le CFJ a fermement condamné cette arrestation, soulignant qu'elle constitue une violation de la liberté d'opinion et d'expression ainsi que de la liberté artistique.

### **5. Saleh Zarwali – Libéré le 9 mai 2026**

Le journaliste Saleh Zarwali a été libéré le 9 mai 2026. RSF a salué cette libération comme un « premier pas encourageant », notant qu'« il existe encore une certaine espérance » en Libye, en particulier après la reprise du dialogue entre les factions libyennes, qui « pourrait favoriser les médias indépendants libyens, dont beaucoup avaient été contraints de quitter le pays » .

## **Chiffres clés pour la Libye**

- **Classement RSF 2026:** 138e sur 180 (recul d'une place)

- **Journalistes tués depuis 2005 :** plus de 40 (déclaration conjointe du 8 novembre 2025)

- **Situation** : Selon l'ONU, un « système de violations systématiques des droits de l'homme »

- **Cas prioritaires AMB** : Dave Clark, Roberto Schmidt, Joe Raedle (journalistes internationaux détenus), Al-Mahdi Abu Al-Qasim (disparition forcée), Bouabbas Al-Mansouri (disparition forcée)

## **Partie II – Afrique de l'Ouest**

### **Chapitre 5 : Sénégal – Un îlot démocratique sous tension**

Le Sénégal, longtemps considéré comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, connaît une détérioration significative. Plusieurs cas récents illustrent une tendance à la judiciarisation des critiques.

**Cas René Capain Bassène** : Arrêté le 14 janvier 2018, ce journaliste et auteur casamançais a été condamné à la réclusion à perpétuité pour son prétendu rôle dans le massacre de 14 bûcherons survenu le 6 janvier 2018. Après huit années d'incarcération, il a été libéré le 27 mai 2026, suite à une campagne internationale menée notamment par le CPJ. Plusieurs coaccusés avaient déclaré avoir été forcés de témoigner contre Bassène sous la torture.

**Cas Abdou Nguer** : Le 18 février 2026, ce commentateur médiatique a été arrêté pour avoir contesté la version officielle du procureur concernant la mort d'un étudiant. Nguer avait souligné que le rapport d'autopsie indiquait de multiples traumatismes, évoquant la possibilité d'une torture. Il a été inculpé de « diffusion de fausses nouvelles ». Il avait déjà purgé une peine de trois mois en 2025 pour « offense au chef de l'État ».

### **Chapitre 6 : Mali – L'escalade répressive sous la junte**

**Cas Youssouf Sissoko** : Directeur de publication de l'hebdomadaire privé L'Alternance, arrêté le 5 février 2026 pour un article d'opinion critiquant le président nigérien Abdourahmane Tiani. Le 23 mars 2026, il a été condamné par le tribunal de l'unité de lutte contre la cybercriminalité à Bamako à deux ans de prison ferme et à une amende d'un million de francs CFA (environ 1 759 dollars

américains) pour « offense à un chef d'État étranger », « diffusion de fausses nouvelles » et « atteinte à la crédibilité de l'État ». Boubacar Yalkoué, président de l'Association des éditeurs de la presse privée du Mali, a déclaré que « cette décision judiciaire crée un dangereux précédent ».

## **Chapitre 7 : Burkina Faso – Disparitions forcées**

**Disparitions** : Serge Oulon et Moussa Sareba, deux journalistes burkinabè, sont portés disparus depuis plusieurs mois. Les circonstances de leur disparition restent floues, mais les organisations de défense des droits de l'homme soupçonnent une implication des services de sécurité.

## **Chapitre 8 : Niger – La plus forte chute de la région**

**Classement** : Le Niger a connu l'une des chutes les plus spectaculaires du continent, perdant 37 places. Le 26 janvier 2026, Gazali Abdou Tasawa, correspondant de Deutsche Welle, a été arrêté pour un reportage sur les réfugiés nigériens, devenant le cinquième journaliste emprisonné en six mois. En novembre 2025, trois autres journalistes – Ibro Chaibou, Youssouf Sériba et Oumarou Abou Kané – avaient été incarcérés à la prison de Kollo pour des accusations de cybercriminalité liées à l'envoi d'une invitation à une conférence de presse gouvernementale.

## **Chapitre 9 : Bénin – Extraditions et enlèvements transfrontaliers**

**Cas Hugues Comlan Sossoukpè** : Fondateur du média en ligne Olofofo, il a été physiquement enlevé en Côte d'Ivoire avant d'être extradé vers le Bénin, où les autorités l'ont qualifié de « cyberactiviste dangereux prônant le terrorisme ». La chute du Bénin dans les classements internationaux est de 21 places.

## **Partie III – Afrique centrale**

### **Chapitre 10 : Cameroun – L’un des pires geôliers de journalistes**

**Détentions en cours :** Selon un rapport conjoint du CPJ et de Freedom House, au moins cinq journalistes sont actuellement détenus pour l’exercice de leur profession, dont Amadou Vamoulke, Manch Bibixy et Thomas Awah.

**Cas Brand Kamga :** Le 19 janvier 2026, cet éditeur de Naja TV a été arrêté et inculpé de tentative d’enlèvement d’enfant alors qu’il enquêtait sur une femme dans le cadre d’un travail journalistique.

**Cas des journalistes de l’Associated Press :** Le 23 février 2026, quatre journalistes, dont trois travaillant pour l’AP, ont été arrêtés et détenus pendant cinq heures alors qu’ils enquêtaient sur les déportations secrètes de migrants africains des États-Unis vers le Cameroun. Leurs équipements ont été saisis et ils font l’objet d’une enquête pour intrusion criminelle.

### **Chapitre 11 : République démocratique du Congo – Détention sans jugement**

**Cas Stéphane Shisso :** Cadreur pour Nyota TV, arrêté le 6 janvier 2026 par des soldats de la garde présidentielle à Lubumbashi alors qu’il réalisait un reportage sur les dégâts causés par l’érosion minière à Kolwezi. Au 13 mai 2026, il était toujours détenu à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa, sans avoir été présenté devant un tribunal. Son collègue Guelord Shamba a été contraint de se cacher.

## **Partie IV – Afrique de l’Est**

### **Chapitre 12 : Burundi – Libération conditionnelle sous contrainte**

**Cas Sandra Muhoza :** Journaliste pour La Nova Burundi, elle a été arrêtée en avril 2024. Le 20 janvier 2026, elle a été condamnée à quatre ans de prison pour « atteinte à l’intégrité territoriale » et « incitation à la haine ethnique » pour des commentaires dans un groupe WhatsApp privé. Libérée conditionnellement le 4 mars 2026, elle doit rester dans la province de Ngozi, se présenter régulièrement aux autorités, et ne pas « entraver l’enquête » ni « causer de scandale ». Le CPJ a souligné que cette libération « n’annule pas l’injustice qu’elle a subie ».

## **Chapitre 13 : Kenya – Une loi qui pourrait envoyer des journalistes en prison pour dix ans**

**Contexte législatif :** Le 27 février 2026, une cour d'appel de trois juges devait se prononcer sur la constitutionnalité de la loi kenyane sur la cybercriminalité, qui pourrait envoyer des journalistes en prison pour dix ans pour un simple message WhatsApp. Le journaliste Peter Maseke Mwita risque dix ans d'emprisonnement pour un message qu'il aurait envoyé par erreur.

**Coût économique :** En juin 2024, le Kenya a connu sa première coupure totale d'Internet, qui a duré sept heures. Selon les estimations, chaque heure de coupure d'Internet coûte au Kenya 13,9 millions de dollars en PIB.

## **Chapitre 14 : Ouganda – Projet de loi sur les « agents étrangers »**

**Projet de loi :** Le « Protection of Sovereignty Bill » pourrait être utilisé pour emprisonner les journalistes pendant vingt ans pour des reportages critiques. Il limite le financement des médias étrangers à environ 100 000 dollars et soumet les rédactions à une surveillance étatique intrusive. Pendant les élections de janvier 2026, les autorités ont imposé des coupures d'Internet et une surveillance de masse.

## **Chapitre 15 : Tanzanie – Suspension de médias et blocage des VPN**

**Classement :** La Tanzanie a perdu 22 places. Le 2 avril 2026, la Tanzania Communications Regulatory Authority a notifié à Jambo TV une suspension de 90 jours pour contenu « non vérifié » sur YouTube et Instagram concernant des enquêtes sur des assassinats post-électorales. Les autorités imposent des restrictions directes sur l'utilisation des VPN, et X, Clubhouse et TikTok sont fortement censurés.

## **Partie V – Afrique australe**

### **Chapitre 16 : Zimbabwe – Détention prolongée pour un article sur la corruption**

**Cas Gideon Madzikatidze** : Journaliste pour Bulawayo24, arrêté le 18 février 2026 pour un article alléguant des pots-de-vin au sein de Geo Pomona Waste Management. Inculpé de cyberharcèlement (jusqu'à dix ans de prison) et de diffusion sans licence (trois mois). Au 24 février 2026, il était toujours détenu en attendant une audience. Le CPJ a souligné que « maintenir un journaliste en détention pendant plus d'une semaine pour son reportage est une réponse totalement disproportionnée ».

**Manifestations du 31 mars 2026** : Des journalistes couvrant des audiences publiques sur un projet de loi visant à prolonger le mandat du président Mnangagwa ont été victimes de harcèlement et de violences.

### **Chapitre 17 : Zambie – Des avocats préparent une affaire historique**

**Contexte** : La Zambie devait accueillir la Conférence mondiale de la Journée mondiale de la liberté de la presse des Nations Unies le 3 mai 2026. Josiah Kalala, de l'organisation Chapter One Foundation, prépare des arguments pour contester la constitutionnalité de certaines dispositions législatives restrictives.

### **Chapitre 18 : Angola – Troisième arrestation en moins d'un an**

**Cas Hermenegildo Caculo** : Journaliste pour Folha 8, a été détenu illégalement pendant près de quatre jours le 17 avril 2026 pour avoir tenté de couvrir une manifestation. Il s'agissait de la troisième fois qu'il était arrêté pour avoir couvert des manifestations en moins d'un an.

### **Chapitre 19 : Afrique du Sud – Un leader régional fragilisé**

**Classement** : 21e mondial, leader régional. Le gouvernement a réaffirmé son engagement en faveur de la liberté de la presse lors de la Journée mondiale de la

liberté de la presse en mai 2026. Cependant, les blogueurs et journalistes sud-africains font face à des pressions économiques considérables, le marché médiatique fragile conduisant à une autocensure pour conserver les annonceurs.

## **Partie VI – La Corne de l’Afrique**

### **Chapitre 20 : Érythrée – Le baignoire de la liberté de la presse**

**Classement** : 180e sur 180 pour la troisième année consécutive. 2026 marque le 25e anniversaire de la détention du journaliste Dawit Isaak, le journaliste détenu le plus longtemps au monde, toujours emprisonné avec trois collègues sans jamais avoir été jugé.

### **Chapitre 21 : Soudan – Le journalisme réduit au silence par la guerre**

**Classement** : 161e. Depuis le début du conflit en avril 2023, de nombreux journalistes ont été tués, arrêtés ou contraints à l’exil. Les blogueurs soudanais opèrent désormais depuis l’étranger, souvent sans certitude de pouvoir retourner un jour dans leur pays.

### **Chapitre 22 : Éthiopie – Un rédacteur en chef enlevé**

**Cas Million Beyene** : Rédacteur en chef du magazine Addis Standard, a été enlevé de ses bureaux à Addis Abeba le 16 avril 2026 par des hommes non identifiés.

## **Conclusion et analyse stratégique pour la AMB**

### **Synthèse des tendances continentales**

L’état des lieux que nous venons de dresser pour l’année 2026 est extrêmement préoccupant. Sur l’ensemble du continent africain, nous assistons à une contraction systématique de l’espace civique, à une militarisation des lois sur la cybercriminalité, et à une augmentation des détentions arbitraires. Les cinq menaces principales identifiées sont :

1. **La judiciarisation de la critique** : Les lois sur la cybercriminalité, la diffamation, les « fausses nouvelles » et l'« offense aux autorités » sont utilisées pour poursuivre les blogueurs et journalistes critiques. En Tunisie, le décret-loi n° 54 a permis l'emprisonnement de 28 journalistes en un an. En Algérie, sept journalistes ont été poursuivis depuis novembre 2025.
  
2. **Les disparitions forcées et la détention arbitraire** : En Libye, des activistes comme Al-Mahdi Abu Al-Qasim et Bouabbas Al-Mansouri ont disparu après avoir critiqué la corruption et la gestion des inondations. Au Burkina Faso, Serge Oulon et Moussa Sareba sont portés disparus depuis des mois.
  
3. **La répression transfrontalière** : L'enlèvement du journaliste béninois Hugues Comlan Sossoukpè en Côte d'Ivoire démontre que les frontières nationales ne sont plus une protection. L'arrestation de la militante Zineb El Kharroubi à son retour au Maroc depuis la France montre une extension de la répression aux diasporas.
  
4. **L'asphyxie économique des médias indépendants** : En Tunisie, Inkyfada voit son association gestionnaire menacée de dissolution et ses fonds bloqués pendant des mois. En Algérie, l'interdiction des financements étrangers a affaibli les médias indépendants.
  
5. **L'absence d'impunité pour les crimes contre les journalistes** : En Libye, plus de 40 journalistes ont été tués depuis 2005 sans que les auteurs soient poursuivis. L'impunité reste la norme.

## **Recommandations pour la AMB**

Face à cette situation critique, l'Association mondiale des blogueurs doit adopter une stratégie offensive sur trois fronts : juridique, financier et technologique.

### **1. Interventions juridiques prioritaires**

La AMB doit se constituer partie civile ou déposer des amicus curiae dans les cas suivants, par ordre d'urgence :

- **Tunisie** : Zied El Heni (en grève de la faim depuis le 26 avril 2026), Mourad Zeghidi et Borhen Bsaies (détenus depuis 22 mois sans preuves), menace de dissolution d'Inkyfada
- **Algérie** : Abdelali Mezghiche (détention provisoire depuis le 5 février 2026)
- **Maroc** : Hamid El Mahdaoui (18 mois de prison et 150 000 \$ d'amende)
- **Libye** : Dave Clark, Roberto Schmidt, Joe Raedle (détenus depuis le 19 mars 2026), Al-Mahdi Abu Al-Qasim et Bouabbas Al-Mansouri (disparitions forcées)
- **Burkina Faso** : Serge Oulon et Moussa Sareba (disparus)
- **RDC** : Stéphane Shisso (détenu sans jugement depuis le 6 janvier 2026)

### **2. Création d'un fonds d'urgence pour les blogueurs persécutés**

De nombreux blogueurs contraints à l'exil manquent de ressources pour s'établir dans un pays sûr. L'AMB devrait créer un fonds d'urgence doté d'au moins 500 000 chf pour financer :

- **Les frais juridiques** (avocats, procédures d'asile)
- **Le logement** et les besoins de base des blogueurs persécutés
- **Des bourses de journalisme d'investigation** dans des pays plus sûrs (Tunisie, Maroc, Afrique du Sud, Sénégal)

### **3. Développement d'outils numériques sécurisés**

Face à la surveillance croissante et au blocage des VPN (Tanzanie, Algérie), l'AMB doit :

- Distribuer des solutions de contournement des blocages (VPN résistants, Tor)
- Proposer des systèmes de messagerie chiffrés de bout en bout
- Organiser des formations à la sécurité numérique pour blogueurs en zones à risque

### **4. Campagne diplomatique et médiatique**

La AMB doit lancer une campagne internationale de sensibilisation ciblant :

- **L'Union africaine et ses mécanismes de protection des droits de l'homme**
- **L'Union européenne et les États-Unis pour des sanctions ciblées contre les responsables des violations**
- **Les Nations Unies pour un mandat d'enquête sur les disparitions forcées en Libye et au Burkina Faso**

### **5. Création d'un observatoire permanent**

Enfin, la AMB doit créer un observatoire permanent de la liberté d'expression des blogueurs en Afrique, avec :

- Une base de données en temps réel des violations
- Des rapports trimestriels pays par pays
- Un mécanisme d'alerte rapide pour les cas urgents

## **Conclusion**

L'année 2026 restera comme une année noire pour la liberté d'expression en Afrique. Le continent, qui avait connu au début des années 2010 une expansion prometteuse de la blogosphère et des médias indépendants, est aujourd'hui confronté à une contre-offensive systématique des régimes autoritaires. La Tunisie, ancien modèle démocratique, est devenue un laboratoire de la répression

législative. La Libye est un gouffre d'impunité. L'Algérie et le Maroc, malgré des trajectoires opposées dans les classements, maintiennent une pression constante sur les voix critiques.

Pourtant, comme l'a souligné Oussema Bouagila de RSF, « il existe encore une certaine espérance dans les journalistes et les correspondants sur le terrain qui continuent de résister aux persécutions ». En Libye, la libération du journaliste Saleh Zarwali le 9 mai 2026 montre que la pression internationale peut obtenir des résultats.

La AMB sera à leurs côtés. Conformément à nos statuts, nous nous engageons à nous constituer partie civile dans toutes les procédures judiciaires concernant les blogueurs et journalistes persécutés. Nous appellerons à l'abrogation des lois répressives comme le décret-loi n° 54 tunisien. Nous documenterons sans relâche les violations. Nous serons la voix de ceux que l'on veut réduire au silence.

## **Volume II : Amériques, Asie-Pacifique et Europe**

Date de publication : 2 juin 2026 Préparé pour : l'Association mondiale des blogueurs (AMB) / The World Association of Bloggers (WAB), Genève Rédacteur : la direction exécutive avec le service de recherche et de défense des droits Fait suite au Volume I : Afrique (publié le 2 juin 2026)

### **NOTE PRÉLIMINAIRE ET CONTINUITÉ MÉTHODOLOGIQUE**

Le présent volume constitue la deuxième et dernière partie du rapport mondial 2026 de l'Association mondiale des blogueurs sur l'état de la liberté d'expression. Il fait directement suite au Volume I consacré à l'Afrique, publié le même jour, et s'appuie sur la même méthodologie rigoureuse, les mêmes sources primaires et secondaires, notamment les données de Reporters sans frontières (RSF), du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), d'Amnesty International, de Human Rights Watch et de Freedom House, ainsi que sur des témoignages directs recueillis par notre réseau de correspondants.

Toutes les données chiffrées relatives aux classements proviennent de l'Indice mondial de la liberté de la presse 2026 de RSF, publié le 30 avril 2026. Sauf indication contraire, toutes les dates correspondent à l'année 2026.

Ce volume couvre trois grandes régions géographiques : les Amériques (Amérique du Nord, Amérique centrale et Caraïbes, Amérique du Sud), l'Asie-Pacifique et l'Europe. Il conclut par un bilan mondial consolidé et des recommandations globales à l'intention de l'AMB.

## **RÉSUMÉ EXÉCUTIF DU VOLUME II**

L'indice RSF 2026, publié le 30 avril 2026, est formel : la liberté de la presse n'a jamais été aussi basse depuis vingt-cinq ans. Pour la première fois dans l'histoire de cet indice, plus de la moitié des pays du monde, soit 52,2 % des 180 pays analysés, tombent dans les catégories « difficile » ou « très grave ». Ce chiffre était de 13,7 % seulement en 2002. En 2002, 20 % de la population mondiale vivait dans un pays classé « bon » pour la liberté de la presse. En 2026, ce chiffre est tombé à moins de 1 %. Cinq indicateurs composent l'indice RSF : environnement économique, environnement juridique, environnement sécuritaire, environnement politique et environnement sociétal. C'est l'indicateur juridique qui a connu la plus forte dégradation en 2026, se détériorant dans plus de 60 % des États, soit 110 pays sur 180.

Ce volume II documente cinq tendances mondiales majeures qui dépassent le cadre africain analysé dans le Volume I.

La première tendance est la contamination autoritaire des démocraties. Pour la première fois dans l'histoire moderne, des États considérés comme des démocraties consolidées, au premier rang desquels les États-Unis, l'Argentine et même certains membres de l'Union européenne comme la Géorgie et la Hongrie, adoptent des mécanismes répressifs typiques des régimes autoritaires : lois sur les agents étrangers, poursuites judiciaires stratégiques contre des journalistes (SLAPPs), déportation de journalistes, coupes budgétaires dans les médias publics internationaux.

La deuxième tendance est l'industrialisation de l'emprisonnement des journalistes en Asie. La Chine détient à elle seule 121 professionnels des médias

derrière les barreaux, faisant d'elle la plus grande prison de journalistes au monde. La Birmanie (Myanmar), Hongkong avec l'affaire Jimmy Lai, et les Philippines avec la condamnation de Frenchie Mae Cumpio illustrent une répression asiatique méthodique qui combine lois antiterroristes, « red-tagging » et disparitions forcées.

La troisième tendance est l'effondrement de la sécurité physique en Amérique latine. Le Mexique reste le pays le plus meurtrier pour les journalistes en dehors des zones de guerre actives, avec deux journalistes tués depuis le 1er janvier 2026 selon RSF. L'Équateur a chuté de 31 places après l'assassinat de deux journalistes en 2025. Le Pérou a vu quatre journalistes tués la même année.

La quatrième tendance est l'extension de la répression russe au-delà des frontières. Avec 48 professionnels des médias détenus selon RSF au 30 avril 2026, dont 26 journalistes ukrainiens dans les territoires occupés, la Russie mène une guerre de l'information qui s'exporte. Ses techniques légales, fondées sur des lois antiterroristes et antiextrémisme, inspirent d'autres régimes.

La cinquième tendance est la résistance exemplaire de quelques bastions démocratiques. La Norvège, la Finlande, les Pays-Bas et le Danemark maintiennent les premières positions mondiales, démontrant qu'un modèle de presse libre et économiquement viable reste possible. Ces pays constituent des références pour les recommandations de l'AMB.

## **PARTIE VII – LES AMÉRIQUES**

### **Contexte régional**

La région des Amériques présente en 2026 le tableau le plus paradoxal du rapport mondial. D'un côté, la Norvège et les pays d'Europe du Nord dominent le classement mondial. De l'autre, les 28 pays du continent américain ont collectivement chuté de 14 points depuis 2022, une détérioration similaire aux deux régions les plus dangereuses du monde : Europe de l'Est–Asie centrale et Moyen-Orient–Afrique du Nord. La région est désormais étranglée par deux menaces majeures : la criminalité organisée qui tue les journalistes, et des acteurs politiques qui entreprennent de les museler.

### **Chapitre 23 : États-Unis – La démocratie modèle en chute libre**

## **Contexte et classement**

Les États-Unis occupaient la 17<sup>e</sup> place au classement RSF lors de la création de l'indice, il y a vingt-cinq ans. En 2026, ils tombent à la 64<sup>e</sup> position mondiale, soit une chute de 7 places par rapport à 2025, et leur pire classement historique. RSF attribue directement cette dégringolade à la politique systématique du président Donald Trump, qui a transformé ses attaques répétées contre la presse et les journalistes en une politique d'État délibérée.

Anne Bocandé, directrice éditoriale de RSF, a déclaré à la publication de l'indice le 30 avril 2026 : « L'inaction est une forme d'approbation. Il ne suffit plus d'énoncer des principes — des mesures efficaces pour protéger les journalistes sont essentielles et doivent être considérées comme un catalyseur du changement. »

## **L'arsenal de la répression sous Trump**

La politique médiatique de l'administration Trump se déploie sur plusieurs fronts simultanés. Sur le front de la criminalisation directe, la détention et la déportation du journaliste salvadorien Mario Guevara constituent le cas le plus emblématique. Guevara, journaliste basé aux États-Unis et détenteur d'un statut légal de travail, a été arrêté le 14 juin 2025 lors d'une manifestation et déporté vers El Salvador le 3 octobre 2025, malgré son statut légal et les protestations du CPJ et de RSF. RSF a dénoncé une arrestation motivée par son travail journalistique.

Sur le front du démantèlement des médias internationaux américains, les coupes budgétaires drastiques imposées à l'Agence des médias mondiaux des États-Unis (USAGM) ont conduit à la fermeture, la suspension ou la réduction drastique de Voice of America, Radio Free Europe/Radio Liberty et Radio Free Asia, dans des pays où ces diffuseurs constituaient les dernières sources d'information fiables. RSF a dénoncé ces licenciements comme « illégaux » et leurs conséquences mondiales comme catastrophiques pour les populations privées d'information indépendante.

Sur le front de la violence policière contre les journalistes, des attaques documentées contre des journalistes dans le Minnesota ont contribué à alourdir

le bilan sécuritaire de l'administration. Le rapport RSF publié en avril 2026, intitulé « Un an du second mandat de Trump : un président de plus en plus répressif sur la voie des pires pays du monde », dresse un bilan accablant de douze mois de politique hostile à la presse.

### **Chiffres clés pour les États-Unis**

Classement RSF 2026 : 64e sur 180 (chute de 7 places, pire classement historique). Journaliste déporté : Mario Guevara (octobre 2025). Médias internationaux fermés ou réduits : Voice of America, Radio Free Europe/Radio Liberty, Radio Free Asia. Cas prioritaires AMB : Poursuite du monitoring de la politique répressive de l'administration Trump et soutien aux journalistes ciblés.

## **Chapitre 24 : Mexique – Le pays le plus meurtrier hors zones de guerre**

### **Contexte et classement**

Le Mexique demeure, en 2026, le pays le plus dangereux au monde pour les journalistes en dehors des zones de conflit armé actif. Depuis l'an 2000, plus de 160 journalistes ont été assassinés au Mexique. RSF comptabilise 2 journalistes tués depuis le 1er janvier 2026, et 28 journalistes ont disparu depuis 2000. La violence est structurellement liée aux cartels de la drogue, qui contrôlent de larges pans du territoire et exercent une emprise directe sur la presse locale.

### **Le cas Carlos Leonardo Ramírez Castro**

Le 8 janvier 2026, Carlos Leonardo Ramírez Castro, journaliste âgé de 25 ans, a été abattu par des hommes armés non identifiés alors qu'il dînait dans le restaurant de sa famille à Poza Rica, dans l'État de Veracruz. L'UNESCO a condamné cet assassinat le jour même. RSF a appelé à la justice, précisant qu'il s'agissait du onzième journaliste assassiné depuis le début du mandat de la présidente Claudia Sheinbaum. Plus significatif encore, Ramírez Castro bénéficiait d'une protection policière accordée par le Mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes du Mexique. Son assassinat illustre l'échec structurel de ce mécanisme, puisque selon Amnesty International, huit journalistes protégés par ce dispositif ont été tués au cours des sept dernières années.

### **Le problème systémique de l'impunité**

Dans 17 des 22 cas de journalistes tués au Mexique durant la dernière décennie documentés par la Revue du journalisme latino-américain, les auteurs du crime ont été acquittés ou n'ont jamais été poursuivis. Cette impunité endémique constitue le moteur principal du cycle de violence. Selon les données du CPJ et de RSF, le Mexique, la Colombie et le Brésil dominent les statistiques d'impunité pour les meurtres de journalistes dans la région.

### **Chiffres clés pour le Mexique**

Classement RSF 2026 : non précisé dans les données consultées (classé dans la catégorie « très grave » à « difficile »). Journalistes tués depuis le 1er janvier 2026 : 2 (RSF). Journalistes assassinés depuis 2000 : plus de 160 (RSF). Journalistes disparus depuis 2000 : 28 (RSF). Cas prioritaires AMB : Carlos Leonardo Ramírez Castro (assassinat le 8 janvier 2026, Poza Rica, Veracruz).

## **Chapitre 25 : El Salvador – La loi des agents étrangers au service de la répression**

### **Contexte et classement**

El Salvador occupe la 143e position mondiale en 2026, soit une chute de 8 places par rapport à 2025. Cette dégringolade est directement liée à la politique médiatique du président Nayib Bukele, présenté par RSF comme l'un des principaux soutiens latino-américains du modèle Trump. La loi sur les agents étrangers, adoptée en 2025, soumet les médias recevant des financements étrangers à des contraintes bureaucratiques sévères et à une surveillance gouvernementale intrusive, forçant de nombreux journalistes à l'exil.

Le CPJ a documenté dans un rapport détaillé publié le 16 avril 2026 que trois journalistes sont actuellement en prison ou en résidence surveillée en Amérique centrale, dont le journaliste guatémaltèque José Rubén Zamora, placé en résidence surveillée au Guatemala. RSF souligne que la dégradation des indicateurs politiques et sociaux sous Bukele reflète une montée généralisée de l'hostilité gouvernementale envers la presse.

### **Chiffres clés pour El Salvador**

Classement RSF 2026 : 143e sur 180 (chute de 8 places, soit 105 places de chute depuis 2014). Journalistes forcés à l'exil : plusieurs dizaines depuis 2021 (RSF). Cas prioritaires AMB : Monitoring de l'application de la loi sur les agents étrangers et soutien aux journalistes contraints à l'exil.

## **Chapitre 26 : Nicaragua – La destruction systématique du journalisme indépendant**

### **Contexte et classement**

Le Nicaragua, classé 168e sur 180, présente un paysage médiatique qualifié par RSF de « en ruines ». Depuis 2018, plus de 120 journalistes nicaraguayens ont été contraints à l'exil selon l'organisation Periodistas y Comunicadores Independientes de Nicaragua. Le régime d'Ortega a fermé ou confisqué l'ensemble des médias indépendants restants et utilise des accusations de blanchiment d'argent ou de trahison pour emprisonner les directeurs de

publication. La répression s'étend jusqu'à la déchéance de nationalité des journalistes exilés, une pratique documentée par RSF et Race and Equality.

La fermeture de La Prensa, le plus ancien journal du Nicaragua, et l'emprisonnement en avril 2022 de son directeur Juan Lorenzo Holmann à neuf ans de prison pour « blanchiment d'argent » illustrent une stratégie de destruction totale du journalisme indépendant. Le CPJ confirme que la région Amérique centrale constitue l'une des zones de répression les plus sévères du continent américain.

### **Chiffres clés pour le Nicaragua**

Classement RSF 2026 : 168e sur 180. Journalistes en exil depuis 2018 : plus de 120. Médias indépendants restants dans le pays : quasi zéro. Cas prioritaires AMB : Soutien à la communauté journalistique nicaraguayenne en exil et documentation des violations.

## **Chapitre 27 : Cuba – L'isolement total du journalisme indépendant**

### **Contexte et classement**

Cuba occupe la 160e position mondiale, dans une crise profonde qui force les rares journalistes indépendants restants à opérer dans la clandestinité. RSF décrit une situation où « les quelques journalistes indépendants encore actifs sont contraints d'exercer dans la clandestinité ». La couverture des manifestations liées à la crise énergétique en 2025 a donné lieu à des arrestations et à des restrictions directement imposées aux journalistes par la police.

Race and Equality documente que Cuba et le Nicaragua constituent les deux pays d'Amérique latine où le journalisme indépendant est le plus directement traité comme un crime, avec des pratiques comprenant le harcèlement, l'arrestation arbitraire et les menaces de mort.

### **Chiffres clés pour Cuba**

Classement RSF 2026 : 160e sur 180. Cas prioritaires AMB : Documentation systématique des arrestations lors des manifestations liées à la crise énergétique et soutien aux journalistes clandestins.

## **Chapitre 28 : Venezuela – Une libération qui ne règle rien**

### **Contexte et classement**

Le Venezuela, classé 159e sur 180, connaît une situation que RSF qualifie de « profondément incertaine » malgré la libération de journalistes détenus en début d'année 2026. Selon le CPJ, au 1er décembre 2025, le Venezuela détenait trois journalistes, dont au moins deux ont été libérés depuis, selon des rapports publiés début 2026. Cependant, la libération de ces journalistes s'accompagne de poursuites judiciaires maintenues, comme dans le cas de Rory Branker, libéré mais toujours soumis à des restrictions sévères et à des poursuites actives.

RSF signale par ailleurs la fermeture de plus de 400 stations de radio et la détention de 25 journalistes dans le sillage des contestations électorales récentes comme des facteurs structurels de la dégradation.

### **Chiffres clés pour le Venezuela**

Classement RSF 2026 : 159e sur 180. Stations de radio fermées : plus de 400. Cas prioritaires AMB : Rory Branker (libéré mais sous restrictions et poursuites judiciaires actives).

## **Chapitre 29 : Équateur – Effondrement sous la violence des cartels**

### **Contexte et classement**

L'Équateur a connu l'une des chutes les plus spectaculaires du continent américain, perdant 31 places en 2026 pour atteindre la 125e position mondiale.

Cette dégringolade est directement liée à l'assassinat de deux journalistes en 2025 : Darwin Baque et Patricio Aguilar. RSF documente également, pour les seuls mois de janvier et février 2026, quatre cas de menaces de mort contre des journalistes en Équateur, démontrant une escalade continue.

La Revue du journalisme latino-américain décrit une situation où les groupes criminels organisés, profitant de l'affaiblissement des institutions étatiques, exercent un contrôle direct sur ce que les journalistes locaux peuvent publier. Les reporters spécialisés dans les enquêtes sur le crime organisé sont les plus exposés.

### **Chiffres clés pour l'Équateur**

Classement RSF 2026 : 125e sur 180 (chute de 31 places). Journalistes tués en 2025 : 2 (Darwin Baque, Patricio Aguilar). Menaces de mort documentées en janvier-février 2026 : 4. Cas prioritaires AMB : Suivi des enquêtes sur les assassinats de Darwin Baque et Patricio Aguilar, et protection des journalistes sous menaces.

## **Chapitre 30 : Pérou – Quatre journalistes tués en 2025**

### **Contexte et classement**

Le Pérou occupe la 144e position mondiale en 2026, soit une chute de 14 places par rapport à 2025. Cette détérioration est directement liée à l'assassinat de quatre journalistes en 2025, une année particulièrement meurtrière. RSF classe le Pérou parmi les pays dont les garanties pour la liberté de la presse sont « gravement insuffisantes ».

L'IDEA International souligne dans son rapport de 2026 que, entre 2018 et 2024, plus de 900 journalistes ont été contraints à l'exil en Amérique latine selon les données de l'UNESCO, tandis qu'au moins 142 ont été tués. Cette dynamique régionale s'intensifie en 2025 et 2026.

### **Chiffres clés pour le Pérou**

Classement RSF 2026 : 144e sur 180 (chute de 14 places). Journalistes tués en 2025 : 4. Cas prioritaires AMB : Documentation et suivi des enquêtes sur les quatre assassinats de 2025.

## **Chapitre 31 : Argentine – La dérive autoritaire de Milei**

### **Contexte et classement**

L'Argentine occupe la 98e position mondiale en 2026, soit une chute de 11 places par rapport à 2025. RSF attribue directement cette détérioration à la politique médiatique du président Javier Milei, décrit comme « l'un des partisans les plus bruyants » de Donald Trump en Amérique latine, avec des résultats « logiquement similaires ». La dégradation est principalement liée à la multiplication des poursuites judiciaires stratégiques contre des journalistes (SLAPPs) et à la montée de l'hostilité gouvernementale directe envers la presse.

RSF documente une politique délibérée d'encouragement à l'hostilité envers les journalistes, avec des attaques verbales directes du président, des menaces de poursuites judiciaires et une pression politique croissante sur les médias. Les indicateurs politiques et sociaux de l'environnement médiatique argentin se sont dégradés de manière significative depuis l'élection de Milei en 2023.

### **Chiffres clés pour l'Argentine**

Classement RSF 2026 : 98e sur 180 (chute de 11 places). Cas prioritaires AMB : Monitoring des poursuites judiciaires contre les journalistes et documentation des SLAPPs.

## **Chapitre 32 : Brésil – Un signal positif dans un continent en crise**

## **Contexte et classement**

Le Brésil constitue l'un des rares signaux positifs dans un continent en crise, gagnant des places pour se classer 52<sup>e</sup> mondial en 2026. Pour la première fois dans l'histoire de l'indice RSF, le Brésil dépasse les États-Unis dans le classement de la liberté de la presse. RSF attribue cette amélioration aux politiques de l'administration Lula, favorables à un environnement médiatique plus ouvert.

Cette amélioration relative ne doit cependant pas masquer des défis structurels graves. RSF signale qu'au cours de la décennie écoulée, au moins 30 journalistes ont été assassinés au Brésil, faisant du pays le deuxième plus meurtrier de la région. La violence physique contre les reporters, souvent liée aux milices et au crime organisé, demeure une réalité quotidienne, notamment dans les régions rurales et les périphéries des grandes villes.

## **Chiffres clés pour le Brésil**

Classement RSF 2026 : 52<sup>e</sup> sur 180. Journalistes assassinés au cours de la dernière décennie : au moins 30. Cas prioritaires AMB : Monitoring de la violence contre les journalistes dans les régions rurales et les périphéries.

## **PARTIE VIII – ASIE-PACIFIQUE**

### **Contexte régional**

L'Asie-Pacifique présente en 2026 la concentration la plus élevée au monde de régimes qui utilisent la loi comme arme contre les journalistes. Dans la majorité des pays de la région, la liberté de la presse est classifiée comme « difficile » ou « très grave ». Les régimes autoritaires instrumentalisent systématiquement la loi, imposent la censure et financent la propagande pour réprimer les médias.

## **Chapitre 33 : Chine – La plus grande prison de journalistes au monde**

### **Contexte et classement**

La République populaire de Chine se classe 178e sur 180, juste devant la Corée du Nord et derrière l'Érythrée. RSF la qualifie de « plus grande prison de journalistes au monde ». Au 30 avril 2026, 121 professionnels des médias sont détenus en Chine, selon les données RSF. Human Rights Watch confirme dans son Rapport mondial 2026 que le gouvernement chinois contrôle l'ensemble des canaux d'information majeurs et maintient l'un des régimes de surveillance et de censure les plus stricts du monde.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, RSF documente une extension continue de l'influence répressive de Pékin bien au-delà des frontières chinoises, une stratégie visant à « remodeler l'ordre mondial de l'information ». Freedom House confirme qu'au moins 50 journalistes étaient emprisonnés en Chine en décembre 2025, un chiffre probablement sous-estimé en raison des obstacles à la documentation.

Le contrôle de l'information se déploie sur plusieurs niveaux : la censure algorithmique via la Grande Muraille numérique, l'emprisonnement direct des journalistes et blogueurs qui publient des informations « inconvenantes » pour le régime, et des pressions diplomatiques sur les gouvernements étrangers pour limiter les reportages critiques sur la Chine.

### **Chiffres clés pour la Chine**

Classement RSF 2026 : 178e sur 180. Professionnels des médias détenus : 121 (RSF, au 30 avril 2026). Journalistes emprisonnés selon CPJ : au moins 50 (décembre 2025). Cas prioritaires AMB : Plaidoyer global pour la libération de l'ensemble des journalistes détenus et documentation systématique des violations.

## **Chapitre 34 : Hongkong – Jimmy Lai condamné à 20 ans de prison**

### **Contexte et classement**

Hongkong occupe la 140e position mondiale en 2026, soit une chute de 122 places depuis le renforcement du contrôle de Pékin sur le territoire. Ce chiffre est le plus éloquent du rapport pour illustrer la destruction d'un espace médiatique libre : en l'espace d'un quart de siècle, Hongkong est passé du statut de capitale asiatique de la liberté de la presse à celui de territoire de répression avancée.

### **Le cas Jimmy Lai**

Le 9 février 2026, Jimmy Lai, fondateur du journal pro-démocratie Apple Daily, fermé par les autorités en 2021, a été condamné à 20 ans de prison par un tribunal de Hongkong en vertu de la loi draconienne sur la sécurité nationale imposée par Pékin. RSF a qualifié cette condamnation d'« effondrement de la liberté de la presse à Hongkong » et de « peine la plus lourde jamais infligée à un journaliste sur le territoire ».

Lai avait été condamné le 15 décembre 2025 pour deux chefs d'accusation de « complot en vue de collusion avec des puissances étrangères » et un chef d'accusation de « complot pour publier des publications séditionnelles ». Le 9 février 2026, le tribunal a prononcé la peine : 20 ans d'emprisonnement ferme. Deutsche Welle lui a décerné le Prix de la liberté d'expression 2026, décision saluée par les organisations de défense de la liberté de la presse du monde entier.

### **Chiffres clés pour Hongkong**

Classement RSF 2026 : 140e sur 180 (chute de 122 places depuis le début de l'indice). Journaliste condamné : Jimmy Lai, 20 ans de prison, 9 février 2026. Cas prioritaires AMB : Jimmy Lai (constitution de partie civile ou dépôt d'amicus curiae dans la procédure d'appel, soutien au mouvement international de libération).

## **Chapitre 35 : Myanmar (Birmanie) – L'asphyxie progressive sous la junte militaire**

### **Contexte et classement**

Le Myanmar occupe la 166e position mondiale, dans un contexte de guerre civile et de répression militaire systématique des médias depuis le coup d'État du 1er février 2021. L'International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) documente que la junte militaire a arrêté plus de 220 journalistes issus de plus de 100 organes de presse au cours des cinq dernières années. Comme le rapporte The Irrawaddy, Myanmar est classé parmi les derniers pays mondiaux pour la liberté de la presse selon l'indice RSF 2026.

Le CPJ a qualifié, dans un rapport spécial, la Chine, Israël et le Myanmar de « trois pires geôliers de journalistes au monde » dans une année qualifiée de « record ». RSF a lancé un programme spécifique d'aide aux journalistes birmans : le Myanmar Press Freedom Project, qui a bénéficié à plus de 300 journalistes en une seule année.

### **Chiffres clés pour le Myanmar**

Classement RSF 2026 : 166e sur 180. Journalistes arrêtés depuis le coup d'État de 2021 : plus de 220 issus de plus de 100 médias. Cas prioritaires AMB :  
Coordination avec le Myanmar Press Freedom Project de RSF et documentation systématique des détentions.

## **Chapitre 36 : Philippines – La condamnation de Frenchie Mae Cumpio**

### **Contexte et classement**

Les Philippines occupent la 114e position mondiale. Le pays se distingue par l'utilisation systématique des accusations de terrorisme à travers le mécanisme du « red-tagging », par lequel des journalistes enquêtant sur des sujets sensibles pour le gouvernement sont accusés d'être « subversifs » ou « terroristes ». RSF

qualifie ce mécanisme de « moyen de répression privilégié » des autorités pour faire taire la presse indépendante.

### **Le cas Frenchie Mae Cumpio**

Le 22 janvier 2026, la veille de son 27<sup>e</sup> anniversaire, Frenchie Mae Cumpio, journaliste communautaire de la région de Visayas orientale et directrice d'une radio locale, a été condamnée par un tribunal de la ville de Tacloban à une peine pouvant aller jusqu'à 18 ans d'emprisonnement pour « financement du terrorisme ». Cumpio est derrière les barreaux depuis son arrestation en février 2020, soit plus de six ans de détention provisoire avant même le prononcé du jugement.

RSF et plusieurs partenaires ont fermement condamné ce qu'ils qualifient d'« accusation fabriquée de toutes pièces ». Une enquête RSF a démontré que le dossier judiciaire ne contenait aucune preuve tangible. Le CPJ l'a nommée pour le Prix Guillermo Cano de l'UNESCO 2026, et elle a reçu le Prix Annenberg Justice for Women. RSF indique que Cumpio est devenue un « symbole international de cette répression ».

### **Chiffres clés pour les Philippines**

Classement RSF 2026 : 114<sup>e</sup> sur 180. Cas emblématique : Frenchie Mae Cumpio, condamnée le 22 janvier 2026 à jusqu'à 18 ans de prison pour « financement du terrorisme ». Cas prioritaires AMB : Frenchie Mae Cumpio (soutien juridique, campagne internationale, constitution de partie civile dans la procédure d'appel).

## **Chapitre 37 : Inde – 157<sup>e</sup> place et trois ans de détention provisoire au Cachemire**

### **Contexte et classement**

L'Inde occupe la 157<sup>e</sup> position mondiale, une des plus basses de son histoire. RSF identifie la loi sur la protection des données, les lois sur la sédition et les lois antiterroristes comme les principaux instruments utilisés pour cibler les

journalistes indépendants. Les fermetures d'Internet, notamment au Cachemire, constituent une autre arme documentée. Amnesty International a publié un rapport en 2026 mettant le bilan de l'Inde en matière de liberté de la presse « sous le microscope ».

### **Le cas Irfan Mehraj**

Le 20 mars 2026 marque le troisième anniversaire de la détention provisoire d'Irfan Mehraj, journaliste indépendant cachemiri et rédacteur en chef du magazine en ligne Wande Magazine. Mehraj a été arrêté en mars 2023 par l'Agence nationale d'investigation dans le cadre d'une affaire dite de « financement terroriste d'ONG ». RSF, le CPJ, Amnesty International et Human Rights First ont tous appelé à sa libération immédiate, soulignant qu'aucun procès n'a encore eu lieu après trois ans de détention. Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a examiné son cas et ses conclusions ont été largement citées par les organisations de défense des droits de l'homme.

### **Chiffres clés pour l'Inde**

Classement RSF 2026 : 157e sur 180. Cas emblématique : Irfan Mehraj, trois ans de détention provisoire sans procès au 20 mars 2026. Cas prioritaires AMB : Irfan Mehraj (soutien juridique et campagne internationale pour sa libération immédiate).

### **Chapitre 38 : Corée du Nord – L'obscurité absolue**

La Corée du Nord occupe la 179e position mondiale, juste avant l'Érythrée. L'information dans ce pays est totalement contrôlée par l'État. Aucun média indépendant ne peut opérer sur le territoire. Les rares informations disponibles proviennent de journalistes travaillant depuis l'extrême clandestinité ou depuis l'étranger. RSF confirme que la situation n'a connu aucune évolution positive.

### **Chapitre 39 : Japon et Singapour – Les démocraties asiatiques sous pression**

Le Japon occupe la 62<sup>e</sup> position mondiale. La législation sur les secrets d'État continue d'entraver le travail journalistique, en particulier pour les enquêtes sur des sujets militaires ou de sécurité nationale, faute de garanties suffisantes pour la protection des sources et l'indépendance éditoriale. Singapour, classé 123<sup>e</sup>, présente un système où les élites politiques et économiques exploitent des lois insuffisamment protectrices de la presse pour museler les reporters critiques.

## **Chapitre 40 : Syrie – possibilité d'un signal positif de la région**

La Syrie représente en 2026 la plus forte progression de tout l'indice RSF, gagnant 36 places pour passer de la 177<sup>e</sup> à la 141<sup>e</sup> position, à la suite de la chute de la dictature de Bachar al-Assad en décembre 2024. Bien que la situation reste classifiée comme « très grave », les cinq indicateurs de l'indice RSF s'améliorent simultanément, avec une progression particulièrement marquée de l'indicateur juridique. Cette évolution positive illustre qu'un changement de régime peut, dans certaines conditions, ouvrir une fenêtre d'opportunité pour la liberté de la presse.

## **PARTIE IX – EUROPE ET ASIE CENTRALE**

### **Contexte régional**

L'Europe présente en 2026 un tableau contrasté qui illustre à la fois les meilleures et les pires pratiques mondiales en matière de liberté de la presse. Les pays d'Europe du Nord continuent de dominer le classement mondial, tandis que l'Europe de l'Est et du Sud connaissent des régressions inquiétantes. Le Règlement européen sur la liberté des médias (EMFA), entré en vigueur en 2025, constitue un progrès législatif significatif, mais RSF documente ses violations répétées par plusieurs États membres de l'Union européenne.

## **Chapitre 41 : Russie – 48 professionnels des médias derrière les barreaux**

## **Contexte et classement**

La Russie occupe la 172e position mondiale, dans un contexte de guerre d'agression contre l'Ukraine et de répression systématique de toute voix critique à l'intérieur des frontières russes. Au 30 avril 2026, RSF recense 48 professionnels des médias détenus en Russie, dont 34 journalistes et 14 travailleurs des médias. La Russie est qualifiée par RSF de « spécialiste de l'utilisation des lois antiterroristes, anti-séparatisme et anti-extrémisme pour restreindre la liberté de la presse ».

## **Le cas des journalistes ukrainiens détenus**

Selon Human Rights Centre ZMINA et l'organisation Article 19, au 31 décembre 2025, pas moins de 26 journalistes ukrainiens étaient détenus illégalement par les autorités russes dans les territoires occupés d'Ukraine. PEN International qualifie leurs conditions de détention de « crimes de guerre et crimes contre l'humanité ». Le 26 mars 2026, le CPJ a exhorté le Congrès américain et l'administration Trump à faire de la libération de ces journalistes ukrainiens une priorité.

## **La répression exportée au-delà des frontières**

RSF documente comment la persécution juridique russe s'étend bien au-delà des frontières nationales, avec des journalistes en exil qui font l'objet de poursuites judiciaires à distance, de demandes d'extradition et de pressions sur leurs pays d'accueil. Evan Gershkovich, journaliste américain du Wall Street Journal, condamné à 16 ans de prison pour espionnage et libéré lors d'un échange de prisonniers en 2024, demeure un symbole de cette stratégie russe.

## **Chiffres clés pour la Russie**

Classement RSF 2026 : 172e sur 180 (progression de 1 place en raison de fluctuations méthodologiques). Professionnels des médias détenus : 48 (RSF, 30 avril 2026). Journalistes ukrainiens en détention illégale : 26 (ZMINA, décembre

2025). Cas prioritaires AMB : Coordination avec le CPJ pour la libération des journalistes ukrainiens détenus, et soutien aux journalistes russes en exil.

## **Chapitre 42 : Turquie – Un système judiciaire au service de la répression**

Contexte et classement

La Turquie occupe la 163e position mondiale. Sous la présidence de Recep Tayyip Erdoğan, le pays cumule depuis des années l'un des bilans les plus lourds d'Europe en matière d'emprisonnement de journalistes. Les charges utilisées sont multiples : « désinformation », « insulte au Président », « dénigrement des institutions de l'État » et lois antiterroristes.

### **Le cas Nisa Sude Demirel**

RSF a appelé en 2026 à l'acquittement de la journaliste Nisa Sude Demirel et de l'ensemble des journalistes sanctionnés pour avoir couvert les manifestations massives de mars 2025. Les procès de journalistes arrêtés lors de ces manifestations se poursuivent dans un contexte où la défense bénéficie d'acquittements dans certains cas, mais où de nouvelles arrestations continuent. En parallèle, le CPJ documente que le président Erdoğan maintient des poursuites civiles contre des journalistes emprisonnés, une pratique qui vise à exercer une pression financière et psychologique supplémentaire sur les accusés.

### **Chiffres clés pour la Turquie**

Classement RSF 2026 : 163e sur 180. Journalistes arrêtés pour couverture des manifestations de mars 2025 : plusieurs dizaines (RSF). Cas prioritaires AMB : Nisa Sude Demirel et l'ensemble des journalistes poursuivis pour leur couverture des manifestations de 2025.

## **Chapitre 43 : Biélorussie – Une prison à ciel ouvert**

La Biélorussie occupe la 165e position mondiale. Le régime d'Alexandre Loukachenko continue d'employer les mêmes mécanismes documentés depuis les élections contestées de 2020 : arrestations massives, condamnations à de lourdes

peines d'emprisonnement, fermeture des médias indépendants et cybersurveillance généralisée. Les lois qui instrumentalisent les mesures de sécurité nationale pour restreindre la liberté de la presse sont directement inspirées du modèle russe, selon RSF.

## **Chapitre 44 : Géorgie – 600 attaques contre la presse en un an**

### **Contexte et classement**

La Géorgie, classée 135<sup>e</sup> sur 180, a chuté de 21 places en un an, l'une des plus fortes régressions d'Europe. Cette chute est directement liée à l'adoption d'une loi dite « loi sur les agents étrangers » inspirée du modèle russe, à la violence contre les journalistes lors des manifestations de 2024-2025, et à des politiques éditoriales de plus en plus contraintes par la pression gouvernementale.

### **Une répression documentée avec une précision rare**

RSF et l'IPI (Institut de la presse internationale) ont documenté une situation sans précédent : plus de 600 attaques contre la presse en Géorgie au cours de la seule année écoulée. La Media Freedom Rapid Response (MFRR) a recensé, pour la seule année 2025, 36 cas de journalistes frappés d'amendes arbitraires, dont 25 directement liés à la couverture de manifestations. Dans ces 25 cas, les journalistes avaient pourtant clairement établi leur identité professionnelle.

La loi sur les agents étrangers adoptée par le parti au pouvoir Georgian Dream soumet les médias recevant plus de 20 % de leurs financements de sources étrangères à des obligations d'enregistrement et de surveillance comparable à des agents de puissances étrangères. En février 2026, le CPJ a documenté que la Géorgie envisage de durcir encore cette législation en transformant les violations en infractions pénales passibles de six ans de prison.

### **Chiffres clés pour la Géorgie**

Classement RSF 2026 : 135<sup>e</sup> sur 180 (chute de 21 places). Attaques contre la presse en un an : plus de 600 (RSF). Cas de journalistes frappés d'amendes arbitraires en 2025 : 36 (MFRR). Cas prioritaires AMB : Surveillance de l'application de la loi sur les agents étrangers et soutien aux médias menacés.

## **Chapitre 45 : Azerbaïdjan – Une répression méconnue**

L'Azerbaïdjan occupe la 171<sup>e</sup> position mondiale, en chute de 4 places. Le pays présente l'un des scores les plus bas au monde pour l'indicateur juridique, entre 22 et 32 points sur 100 selon l'analyse RSF. Les journalistes critiquant le gouvernement Aliyev font face à des arrestations systématiques et à des condamnations à de lourdes peines pour des charges variant de la haute trahison à l'extorsion.

## **Chapitre 46 : Hongrie et Slovaquie – Les brèches dans le rempart européen**

La Hongrie, classée 74<sup>e</sup>, est qualifiée par RSF de pays où le gouvernement sortant de Viktor Orbán a régulièrement sapé les principes du Règlement européen sur la liberté des médias (EMFA), notamment en concentrant les médias privés entre les mains d'oligarques proches du pouvoir. La Slovaquie, classée 37<sup>e</sup>, est également citée par RSF parmi les pays membres de l'Union européenne qui « minent » l'EMFA par des projets législatifs nationaux restrictifs.

## **Chapitre 47 : Les bastions de la liberté de la presse – Europe du Nord**

En contraste frappant avec les régressions documentées dans ce rapport, les pays d'Europe du Nord maintiennent des niveaux de liberté de la presse exemplaires qui méritent une analyse spécifique, car ils constituent des modèles pour les recommandations de l'AMB.

La Norvège conserve la première place mondiale pour la dixième année consécutive, avec un score de 92,72 points sur 100. Elle est suivie des Pays-Bas (2<sup>e</sup>, 88,92 points), de l'Estonie (3<sup>e</sup>, 88,54 points, bien que l'Estonie ait légèrement reculé depuis la 2<sup>e</sup> place, sous l'effet de pressions politiques sur la presse), et du

Danemark (4e). La Finlande, qui occupait la 1re place pendant de nombreuses années, maintient également sa position dans le peloton de tête.

Le modèle nordique repose sur plusieurs piliers structurels : une forte culture professionnelle du journalisme indépendant, des lois protectrices de la confidentialité des sources, une économie des médias diversifiée et peu dépendante des financements publics partisans, un système judiciaire indépendant qui protège effectivement les journalistes contre les poursuites abusives, et une société civile active qui considère la liberté de la presse comme une valeur fondamentale non négociable.

### **Chiffres clés pour les bastions nordiques**

Classement RSF 2026 : Norvège (1re, 92,72/100), Pays-Bas (2e, 88,92/100), Estonie (3e, 88,54/100), Danemark (4e). Ces pays constituent des références opérationnelles pour les recommandations de l'AMB.

## **Chapitre 48 : France – La démocratie sous tension des poursuites abusives**

La France, classée 25e, est paradoxalement citée par RSF parmi les démocraties de « rang relativement élevé » où les poursuites judiciaires abusives (SLAPPs) contre des journalistes constituent néanmoins un problème réel documenté. Cette mention illustre que la liberté de la presse requiert une vigilance permanente, y compris dans les démocraties établies.

## **Chapitre 49 : Bulgarie – Les SLAPPs comme arme systématique**

La Bulgarie, classée 71e, est spécifiquement mentionnée par RSF parmi les pays où les poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPPs) sont utilisées de manière systématique contre des journalistes. Cette pratique, qui

consiste à engager des procédures judiciaires coûteuses destinées non pas à obtenir justice mais à épuiser financièrement et psychologiquement des journalistes critiques, représente une menace croissante pour la liberté de la presse y compris dans les pays membres de l'Union européenne.

## **PARTIE X – BILAN MONDIAL ET ANALYSE STRATÉGIQUE CONSOLIDÉE**

### **Synthèse des tendances mondiales 2026**

L'analyse des données mondiales 2026 permet de dégager un tableau d'ensemble d'une gravité sans précédent depuis vingt-cinq ans. À travers les trois régions couvertes dans ce Volume II, et en consolidant avec les données africaines du Volume I, l'AMB identifie sept tendances mondiales majeures.

La première tendance est la criminalisation universelle du journalisme. Dans plus de 110 pays sur 180, l'indicateur juridique de RSF s'est dégradé en 2026. Des lois initialement conçues pour lutter contre le terrorisme, la cybercriminalité ou les « fausses informations » sont systématiquement détournées pour poursuivre des journalistes, des blogueurs et des activistes. Ce phénomène, documenté en Tunisie avec le décret-loi n° 54, en Algérie avec la modification du Code pénal de 2020, aux Philippines avec les lois antiterroristes utilisées contre Frenchie Mae Cumpio, en Turquie avec les charges de « désinformation », en Chine avec les lois sur la sécurité nationale, illustre une convergence internationale des méthodes répressives.

La deuxième tendance est la contamination autoritaire des démocraties. Pour la première fois dans l'histoire de l'indice RSF, des démocraties considérées comme « consolidées » rejoignent dans leurs pratiques les régimes autoritaires. Les États-Unis à la 64e place, l'Argentine à la 98e, la Géorgie à la 135e, Hongkong avec la condamnation de Jimmy Lai à 20 ans de prison : ces cas illustrent que l'autoritarisme médiatique n'est plus le privilège des régimes dictatoriaux traditionnels.

La troisième tendance est l'impunité systémique pour les crimes contre les journalistes. En Libye, plus de 40 journalistes ont été tués depuis 2005 sans que

les auteurs soient poursuivis. Au Mexique, 17 des 22 meurtres de la dernière décennie restent impunis. Au Myanmar, plus de 220 arrestations de journalistes n'ont donné lieu à aucune sanction internationale significative. L'impunité est le moteur principal du cycle de répression.

La quatrième tendance est l'asphyxie économique des médias indépendants. En Tunisie, les fonds d'Inkyfada ont été bloqués jusqu'à sept mois. En Algérie, l'interdiction des financements étrangers a vidé les caisses des médias indépendants. En Argentine, la concentration des ressources publicitaires entre les mains des médias pro-gouvernementaux étouffe financièrement la presse critique. Cette stratégie est particulièrement redoutable car elle ne laisse pas de traces visibles et contourne les mécanismes internationaux de protection.

La cinquième tendance est l'internationalisation de la répression. L'enlèvement du Béninois Hugues Comlan Sossoukpè en Côte d'Ivoire, la déportation du Salvadorien Mario Guevara depuis les États-Unis, les poursuites russes contre des journalistes en exil à Berlin ou Prague, la pression diplomatique chinoise sur des gouvernements étrangers pour limiter les reportages critiques : la répression ne s'arrête plus aux frontières nationales.

La sixième tendance est la mort des journalistes dans les zones de guerre comme instrument politique. En Palestine, plus de 220 journalistes ont été tués depuis octobre 2023, dont au moins 70 identifiés comme ciblés dans le cadre de leur travail. Au Soudan, de nombreux journalistes ont été tués depuis avril 2023. En Russie, la guerre contre l'Ukraine a permis d'emprisonner 26 journalistes ukrainiens dans les territoires occupés.

La septième tendance, seul signal positif, est la démonstration de la résilience du modèle nordique. Avec des pays comme la Norvège, la Finlande, les Pays-Bas et le Danemark maintenant des scores supérieurs à 88 points sur 100, il est démontré qu'une presse totalement libre et économiquement viable est possible. Ces modèles constituent les références opérationnelles des recommandations de l'AMB.

## **Tableau récapitulatif mondial des classements RSF 2026**

Parmi les pays les mieux classés : Norvège (1<sup>re</sup>, 92,72/100), Pays-Bas (2<sup>e</sup>), Estonie (3<sup>e</sup>), Danemark (4<sup>e</sup>), Finlande. Parmi les pays documentés dans ce rapport aux positions préoccupantes : États-Unis (64<sup>e</sup>, chute de 7 places), Brésil (52<sup>e</sup>, amélioration), Japon (62<sup>e</sup>), Philippines (114<sup>e</sup>), Maroc (105<sup>e</sup>), Niger (120<sup>e</sup>, chute de 37 places), Argentine (98<sup>e</sup>, chute de 11 places), El Salvador (143<sup>e</sup>, chute de 8 places), Équateur (125<sup>e</sup>, chute de 31 places), Pérou (144<sup>e</sup>, chute de 14 places), Algérie (145<sup>e</sup>, chute de 19 places), Honduras, Turquie (163<sup>e</sup>), Biélorussie (165<sup>e</sup>), Myanmar (166<sup>e</sup>), Nicaragua (168<sup>e</sup>), Égypte (169<sup>e</sup>), Azerbaïdjan (171<sup>e</sup>), Russie (172<sup>e</sup>), Iran (177<sup>e</sup>), Chine (178<sup>e</sup>), Corée du Nord (179<sup>e</sup>), Érythrée (180<sup>e</sup>). Parmi les progressions notables : Syrie (de 177<sup>e</sup> à 141<sup>e</sup>, +36 places), Maroc (+15 places), Ukraine (+7 places).

## **RECOMMANDATIONS MONDIALES CONSOLIDÉES POUR L'AMB**

### **Recommandation 1 : Constituer un front juridique mondial d'urgence**

Face à l'ampleur des violations documentées dans les deux volumes de ce rapport, l'AMB doit constituer ou renforcer une unité juridique permanente capable d'intervenir dans les délais les plus brefs. Les cas qui appellent une intervention juridique immédiate à l'échelle mondiale sont les suivants, classés par ordre d'urgence.

Cas d'urgence absolue, nécessitant une action dans les 30 jours : Jimmy Lai (Hongkong, condamné à 20 ans le 9 février 2026, procédure d'appel à soutenir), Frenchie Mae Cumpio (Philippines, condamnée à jusqu'à 18 ans le 22 janvier 2026, procédure d'appel à soutenir), Irfan Mehraj (Inde, trois ans de détention provisoire sans procès au 20 mars 2026), les 26 journalistes ukrainiens détenus illégalement par la Russie dans les territoires occupés.

Cas d'urgence haute, nécessitant une action dans les 90 jours : l'ensemble des journalistes détenus en Tunisie en vertu du décret-loi n° 54 (notamment Zied El Heni en grève de la faim et Mourad Zeghidi et Borhen Bsaies après 22 mois de détention), Abdelali Mezghiche en Algérie, Hamid El Mahdaoui au Maroc (18 mois de prison et 150 000 dollars d'amende), Nisa Sude Demirel en Turquie.

## **Recommandation 2 : Créer un fonds mondial d'urgence pour les blogueurs et journalistes persécutés**

L'AMB propose de porter la dotation initiale du fonds d'urgence évoqué dans le Volume I à un minimum de 1 000 000 CHF, compte tenu de l'ampleur mondiale des besoins documentés. Ce fonds doit financer les frais juridiques (avocats, procédures d'asile), le logement et les besoins de base des journalistes persécutés contraints à l'exil, des bourses de journalisme d'investigation dans des pays sûrs, et des formations à la sécurité numérique.

## **Recommandation 3 : Lancer un programme de protection numérique à l'échelle mondiale**

Face à la surveillance croissante documentée en Algérie, en Tanzanie, en Chine, en Russie et dans de nombreux autres pays, l'AMB doit mettre en place un programme structuré comprenant la distribution de solutions de contournement des blocages numériques résistantes aux mécanismes de censure d'État, la mise à disposition d'outils de messagerie chiffrée de bout en bout adaptés aux environnements à risque élevé, l'organisation de formations à la sécurité numérique pour les blogueurs et journalistes opérant dans les zones les plus dangereuses, et la création d'un réseau d'hébergement sécurisé pour les sites web de médias indépendants sous pression.

## **Recommandation 4 : Mener une campagne diplomatique ciblée**

L'AMB doit intensifier son action diplomatique sur plusieurs fronts simultanés. Au niveau des institutions internationales, elle doit saisir le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour un mandat d'enquête spécial sur les disparitions forcées de journalistes, notamment en Libye et au Burkina Faso, et appuyer la résolution de l'ONU sur la sécurité des journalistes. Au niveau des institutions régionales, elle doit interpeller l'Union africaine, l'Union européenne, l'Organisation des États américains et l'ASEAN pour l'adoption de mécanismes contraignants de protection des journalistes. Au niveau bilatéral, elle doit cibler les États qui financent ou arment des régimes répressifs et exiger des clauses de

conditionnalité relatives à la liberté de la presse dans les accords commerciaux et d'aide au développement.

### **Recommandation 5 : Développer les partenariats avec les bastions nordiques**

Les pays nordiques, au premier rang desquels la Norvège (1<sup>re</sup> place mondiale pour la dixième année consécutive), représentent un modèle opérationnel dont l'AMB doit s'inspirer et qu'elle doit mobiliser. L'AMB recommande de négocier des partenariats formels avec les organisations nordiques de défense de la liberté de la presse, d'établir des programmes d'échanges pour les journalistes persécutés vers des résidences sécurisées dans ces pays, et d'utiliser ces gouvernements comme intermédiaires diplomatiques dans les cas de journalistes emprisonnés.

### **Recommandation 6 : Créer un observatoire mondial permanent**

En complément de l'observatoire africain recommandé dans le Volume I, l'AMB doit créer un Observatoire mondial permanent de la liberté d'expression des blogueurs et journalistes, organisé en cinq pôles régionaux : Afrique, Amériques, Asie-Pacifique, Europe et Moyen-Orient. Chaque pôle devra alimenter une base de données en temps réel, produire des rapports trimestriels pays par pays, activer un mécanisme d'alerte rapide pour les cas urgents, et entretenir un réseau de correspondants locaux protégés.

### **Recommandation 7 : Plaider pour l'abrogation des lois répressives**

L'AMB identifie, dans le cadre de ce rapport consolidé, les législations les plus urgentes à cibler pour une campagne d'abrogation ou de réforme : le décret-loi n° 54 de Tunisie (2022), la loi sur les agents étrangers de Géorgie (2024), la loi sur les agents étrangers d'El Salvador (2025), la loi sur la sécurité nationale de Hongkong (2020), les modifications du Code pénal algérien de 2020, et les lois cybercriminalité utilisées abusivement au Kenya, au Niger, au Mali et dans d'autres pays africains documentés dans le Volume I.

## CONCLUSION GÉNÉRALE DU RAPPORT MONDIAL

L'année 2026 s'imposera dans les annales de la liberté de la presse comme l'année du basculement. Pour la première fois dans l'histoire de l'indice mondial de RSF, plus de la moitié des pays du monde répriment activement le journalisme. Pour la première fois, moins de 1 % de la population mondiale vit dans un pays où la liberté de la presse est véritablement garantie. Pour la première fois, les démocraties dites consolidées rejoignent dans les statistiques des comportements répressifs autrefois réservés aux dictatures.

Ce rapport, en deux volumes, a documenté des centaines de cas sur l'ensemble des continents. Chaque cas représente un être humain qui a osé écrire, publier, filmer, tweeter, bloguer, dire la vérité ou simplement poser des questions. Jimmy Lai à Hongkong, condamné à 20 ans pour avoir fondé un journal. Frenchie Mae Cumpio aux Philippines, condamnée à 18 ans pour avoir animé une radio communautaire. Zied El Heni en Tunisie, en grève de la faim pour un post Facebook. Irfan Mehraj au Cachemire, trois ans de prison préventive sans procès. Al-Mahdi Abu Al-Qasim en Libye, disparu après avoir publié une vidéo sur la corruption. Carlos Leonardo Ramírez Castro au Mexique, abattu à 25 ans dans le restaurant de sa famille.

Ces noms ne sont pas des statistiques. Ils sont le visage de ce que le monde risque de perdre définitivement si rien ne change : la capacité de dire la vérité au pouvoir.

L'Association mondiale des blogueurs réaffirme solennellement, dans ce rapport final, ses engagements fondamentaux. Nous nous constituerons partie civile dans toutes les procédures judiciaires où cela est légalement possible. Nous plaiderons sans relâche pour l'abrogation des lois répressives. Nous documenterons chaque violation avec rigueur. Nous serons la voix de ceux que l'on veut réduire au silence. Nous refusons l'inaction, car, comme l'a dit Anne Bocandé, directrice éditoriale de RSF, le 30 avril 2026 : l'inaction est une forme d'approbation.

La liberté de la presse n'est pas seulement un droit des journalistes. Elle est la condition sine qua non de tous les autres droits humains. Un peuple qui ne peut

pas s'informer librement ne peut pas voter librement, ne peut pas se soigner librement, ne peut pas se défendre librement. La défense de la liberté d'expression des blogueurs et des journalistes est la défense de la liberté de tous.

## **PROJET DE CONGRÈS INTERNATIONAL DES BLOGEURS (CIB)**

**Genève, Suisse – Année 2027**

### **Document de présentation et de mobilisation**

**Préparé par : Association mondiale des blogueurs (AMB)**

**Date : 2 juin 2026**

**Lieu du congrès : Genève, Suisse – Cité des Nations**

### **Note introductive**

Le présent document expose les grandes lignes du projet de Congrès international des blogueurs (CIB) que l'Association mondiale des blogueurs (AMB) entend organiser à Genève au cours de l'année 2027. Ce congrès, le premier du genre à l'échelle mondiale, réunira des blogueurs, des journalistes numériques, des défenseurs de la liberté d'expression, des juristes spécialisés et des représentants d'organisations internationales pour trois jours de débats, de formations et de plaidoyer.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la mission de l'AMB telle que définie par nos statuts, à savoir la défense, la sauvegarde, la promotion et la mise en œuvre des intérêts, des perspectives et des droits de chaque créateur et diffuseur de point de vue sur Internet ou par tout autre moyen. Il répond également à notre engagement de défendre la liberté d'expression des blogueurs victimes de

persécution et de censure, et de nous constituer partie civile dans les procédures judiciaires les concernant.

## **Contexte et justification**

L'année 2026, comme le détaille notre rapport final « Silence à l'Est, répression à l'Ouest, disparitions au Centre », est une année noire pour la liberté d'expression sur le continent africain et, plus largement, à l'échelle mondiale. Les blogueurs sont devenus des cibles prioritaires des régimes autoritaires : emprisonnés en Tunisie sous le décret-loi n° 54, pourchassés en Algérie, condamnés à des amendes ruineuses au Maroc, victimes de disparitions forcées en Libye et au Burkina Faso.

Face à cette répression systématique, les blogueurs manquent cruellement de structures de soutien, de formation et de plaidoyer. Ils opèrent souvent seuls, sans protection juridique, sans outils numériques sécurisés, sans réseau de solidarité internationale. Le Congrès international des blogueurs vise à combler ce vide.

Genève, en tant que capitale internationale des droits de l'homme et siège de nombreuses organisations onusiennes, de l'Organisation mondiale du commerce et du Comité international de la Croix-Rouge, offre le cadre idéal pour un tel rassemblement. La Suisse, par sa tradition de neutralité et d'accueil des organisations internationales, permet d'organiser ce congrès dans des conditions de sécurité et de légitimité optimales.

## **Objectifs du congrès**

Le Congrès international des blogueurs poursuit cinq objectifs principaux.

**Premier objectif : créer un réseau mondial de protection mutuelle.** Le congrès permettra de tisser des liens entre blogueurs de différentes régions du monde – Afrique, Asie, Amérique latine, Europe, Moyen-Orient – afin de partager les expériences, les stratégies de résistance et les contacts utiles. Face à la

répression transfrontalière (comme l'enlèvement du blogueur béninois Hugues Comlan Sossoukpè en Côte d'Ivoire), un réseau mondial peut jouer un rôle d'alerte et de solidarité.

**Deuxième objectif : former les blogueurs aux outils numériques sécurisés.** Des ateliers techniques permettront d'apprendre à utiliser des solutions de chiffrement, des VPN résistants aux blocages, des messageries sécurisées, des méthodes de contournement de la censure. L'objectif est que chaque participant reparte avec une boîte à outils opérationnelle.

**Troisième objectif : élaborer une charte mondiale des droits des blogueurs.** Le congrès sera l'occasion de rédiger et d'adopter collectivement une charte qui définit les droits spécifiques des blogueurs, notamment le droit à l'anonymat, le droit à la protection des sources, le droit à ne pas être poursuivi pour opinion politique, le droit à la liberté de création, le droit à la protection contre les disparitions forcées. Cette charte sera ensuite portée devant les instances internationales.

**Quatrième objectif : constituer un fonds juridique d'urgence.** Le congrès permettra de lancer une campagne de financement participatif pour créer un fonds de solidarité destiné à payer les avocats, les frais de procédure, les cautions et les frais d'exil des blogueurs persécutés. Nous visons un fonds initial d'un million d'euros.

**Cinquième objectif : faire pression sur les institutions internationales.** Le congrès se conclura par une journée de plaidoyer devant les organisations internationales basées à Genève, notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Union internationale des télécommunications, ainsi que devant les missions diplomatiques accréditées auprès de l'ONU.

## **Organisation pratique**

**Dates proposées :** Trois jours au printemps 2027, idéalement du 30 avril au 2 mai, afin de coïncider avec la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai).

**Lieu :** Genève, Suisse. Plusieurs options sont à l'étude : le Centre international de conférences de Genève (CICG), le Palais des Nations (sous réserve d'un accord avec l'Office des Nations Unies), ou un partenariat avec l'Université de Genève.

**Participants cibles :** Le congrès réunira environ 300 participants, dont deux tiers de blogueurs issus de pays à risque (Afrique, Asie centrale, Moyen-Orient, Amérique latine), un tiers d'experts (juristes, spécialistes de sécurité numérique, représentants d'ONG). Un quota sera réservé aux blogueuses, qui sont souvent les cibles privilégiées de campagnes de harcèlement sexiste.

**Langues de travail :** Anglais, français, espagnol, arabe. Une traduction simultanée sera assurée pour toutes les sessions plénières.

**Financement :** Le coût estimatif du congrès est de 450 000 euros, incluant les billets d'avion et l'hébergement des participants des pays à risque, la location des salles, la traduction simultanée, les frais de sécurité, la documentation et les repas. Les sources de financement identifiées sont : les cotisations des membres de l'AMB, les subventions de fondations suisses et européennes (Open Society Foundations, Fondation de la société ouverte, Fondation Berghof, Stiftung Mercator), le mécénat d'entreprises technologiques soucieuses de leur image éthique, et une campagne de financement participatif.

## **Programme prévisionnel**

### **Jour 1 – Mercredi 30 avril 2027 (veille de la Journée mondiale de la liberté de la presse)**

**Matinée – Cérémonie d'ouverture et constats**

Le congrès débutera par une cérémonie d'ouverture au cours de laquelle seront présentés les résultats du rapport annuel de l'AMB sur la situation des blogueurs dans le monde. Un blogueur ou une blogueuse ayant survécu à une persécution témoignera de son expérience. Seront invités à prendre la parole des représentants du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, de l'Union internationale des télécommunications et du Département fédéral suisse des affaires étrangères.

### **Après-midi – Ateliers régionaux**

Quatre ateliers régionaux se dérouleront en parallèle : Afrique, Asie-Moyen-Orient, Amériques, Europe. Chaque atelier permettra d'établir un état des lieux précis et partagé des menaces et des bonnes pratiques. Des représentants de Reporters sans frontières (RSF), du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), d'ARTICLE 19 et de l'International Freedom of Expression Exchange (IFEX) participeront à ces ateliers.

### **Soirée – Cérémonie des « Plumes libres »**

Une cérémonie récompensera des blogueurs et blogueuses ayant fait preuve de courage exceptionnel face à la répression. Les prix seront décernés par un jury indépendant composé d'anciens détenus politiques, d'avocats spécialisés et de représentants d'organisations internationales.

## **Jour 2 – Jeudi 1er mai 2027 (Journée mondiale de la liberté de la presse)**

### **Matinée – Formation aux outils numériques sécurisés**

Des experts en sécurité numérique animeront des ateliers pratiques sur l'utilisation des outils suivants : messageries chiffrées (Signal, Matrix), navigation anonyme (Tor Browser, VPN résistants), cryptage des fichiers (VeraCrypt), protection contre la surveillance des réseaux sociaux, méthodes de contournement des coupures d'Internet.

### **Après-midi – Ateliers juridiques**

Des avocats spécialisés en droit international des droits de l’homme animeront des ateliers sur les procédures de saisine du Comité des droits de l’homme des Nations Unies, de la Cour africaine des droits de l’homme, de la Cour interaméricaine, et sur les mécanismes d’asile pour blogueurs persécutés.

### **Après-midi (suite) – Table ronde sur l’intelligence artificielle et la censure numérique**

Une table ronde réunissant des experts en intelligence artificielle et des blogueurs confrontera leurs expériences : comment les régimes politiques utilisent des algorithmes pour censurer les contenus, comment les blogueurs peuvent utiliser l’IA pour protéger leurs sources et contourner la censure.

## **Jour 3 – Vendredi 2 mai 2027**

### **Matinée – Rédaction de la Charte mondiale des blogueurs**

L’ensemble des participants, en séance plénière et en groupes de travail, rédigera et adoptera la Charte mondiale des blogueurs. Cette charte comprendra un préambule, une déclaration des droits fondamentaux des blogueurs, un code de déontologie, et un volet sur les engagements des États.

### **Après-midi – Plaidoyer devant les organisations internationales**

Les délégations du congrès se rendront au Palais des Nations pour rencontrer les représentants des États membres du Conseil des droits de l’homme. La Charte mondiale des blogueurs leur sera remise officiellement. Une conférence de presse réunissant les médias internationaux sera organisée.

### **Soirée – Clôture du congrès et feuille de route**

La session de clôture présentera la feuille de route pour l’année suivante, avec des objectifs mesurables : nombre de formations dispensées, fonds juridique constitué, saisines des organes onusiens, expansion du réseau AMB.

## **Retombées attendues**

Au-delà des trois jours du congrès, l'AMB attend plusieurs retombées concrètes.

**À court terme (dans les trois mois suivant le congrès)** : mise en ligne des actes du congrès et des enregistrements vidéo des formations, publication de la Charte mondiale des blogueurs en vingt langues, ouverture du fonds juridique d'urgence, création d'une plateforme en ligne sécurisée pour les échanges entre participants.

**À moyen terme (dans l'année suivant le congrès)** : lancement de sessions de formation à distance à destination des blogueurs n'ayant pu se déplacer, organisation d'un deuxième congrès régional (probablement à Nairobi pour le continent africain), dépôt de la Charte mondiale des blogueurs devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

**À long terme** : création d'un observatoire mondial des violations des droits des blogueurs, constitution d'un réseau d'avocats pro bono dans chaque région du monde, reconnaissance officielle de l'AMB comme organisation consultative auprès des Nations Unies et du Conseil de l'Europe.

## **Stratégie de communication**

La promotion du congrès reposera sur quatre piliers.

**Premier pilier – Les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille numérique** : Une campagne internationale utilisant les hashtags #BloggersCongress2027, #FreeSpeechMatters, #AMBGeneva sera lancée. Des blogueurs influents relayeront l'appel à participation.

**Deuxième pilier – Les partenariats médiatiques** : Des accords seront conclus avec des médias internationaux (notamment France 24, la BBC, Al Jazeera, Deutsche Welle) et avec des médias africains (notamment Jeune Afrique, The Continent).

**Troisième pilier – Les relais diplomatiques** : Les ambassades suisses à travers le monde seront sollicitées pour faciliter l’obtention de visas aux participants des pays à risque. Des parlementaires suisses et européens seront invités à parrainer le congrès.

**Quatrième pilier – Le mécénat d’entreprises** : Des entreprises technologiques respectueuses des droits numériques (Proton, Signal, Tails, DuckDuckGo) seront sollicitées comme partenaires techniques.

## **Défis et risques**

Ce projet ambitieux comporte des défis considérables.

**Premier défi – L’obtention des visas** : Les blogueurs originaires de pays à risque (Tunisie, Algérie, Libye, Burkina Faso, Cameroun, RDC, Érythrée) pourront rencontrer des difficultés à obtenir des visas suisses. L’AMB travaillera en étroite collaboration avec le Département fédéral des affaires étrangères et avec les ambassades suisses concernées pour faciliter les procédures.

**Deuxième défi – La sécurité numérique** : Les blogueurs participants seront probablement ciblés par des cyberattaques. L’AMB mettra en place une cellule de sécurité numérique dédiée pendant toute la durée du congrès, avec des experts qui auditeront les connexions, distribueront des téléphones et des ordinateurs sécurisés, et sensibiliseront les participants aux risques.

**Troisième défi – La surveillance et les représailles** : Les régimes autoritaires pourraient tenter d’infiltrer le congrès ou de surveiller les participants. L’AMB adoptera une politique stricte de confidentialité des inscriptions, n’exigera pas de justificatifs d’identité excessifs, et proposera à certains participants de s’inscrire sous pseudonyme.

**Quatrième défi – Le financement** : Le budget prévisionnel de 450 000 euros est conséquent. L’AMB lancera dès septembre 2026 une campagne de financement

participatif et sollicitera les fondations suisses et européennes avec lesquelles elle entretient des relations.

### **Calendrier prévisionnel**

- **Juin à septembre 2026** : Recherche de financements et confirmation du lieu
- **Octobre 2026** : Lancement de l'appel à participation et ouverture des inscriptions
- **Novembre 2026 à février 2027** : Préparation logistique (visas, hébergement, traduction)
- **Mars 2027** : Finalisation du programme, confirmation des intervenants
- **Avril 2027** : Tests de sécurité numérique, briefing des participants
- **30 avril au 2 mai 2027** : Tenue du congrès

### **Conclusion et appel**

Le Congrès international des blogueurs de Genève 2027 sera un événement historique. Jamais auparavant la communauté mondiale des blogueurs ne s'est réunie pour réfléchir collectivement à ses droits, partager ses stratégies de résistance, et faire entendre sa voix auprès des institutions internationales.

Pourtant, le besoin n'a jamais été aussi pressant. Alors que les régimes autoritaires ferment les espaces numériques un à un, alors que des blogueurs sont emprisonnés, torturés, exilés ou assassinés, nous devons nous organiser.

Genève, ville des droits de l'homme, est le lieu naturel de ce rassemblement. L'AMB, forte de son statut d'association de droit suisse, est l'organisation légitime pour le porter.

Nous appelons tous les blogueurs, tous les défenseurs de la liberté d'expression, toutes les organisations qui partagent nos valeurs, à nous rejoindre dans cette aventure. Le congrès ne sera pas une simple réunion. Ce sera un acte de résistance collective.

Rejoignez-nous. Écrivez-nous. Soutenez-nous.

**La liberté d'expression ne se mendie pas. Elle s'organise.**

**Pour l'Association mondiale des blogueurs (AMB)**

**Genève, le 2 juin 2026**

**Contact :** [info@amb-association.org](mailto:info@amb-association.org)

**Site internet :** [www.amb-association.org](http://www.amb-association.org)

**Compte de campagne de financement participatif :** (à annoncer en septembre 2026)

***Fait à Genève, le 2 juin 2026***

Pour l'Association mondiale des blogueurs (AMB)

## **Sources et références**

Reporters sans frontières (RSF) – Indice mondial de la liberté de la presse 2026, publié le 30 avril 2026 ([rsf.org](http://rsf.org)). Comité pour la protection des journalistes (CPJ) – Base de données des journalistes tués et emprisonnés 2026, rapport annuel publié le 25 février 2026 ([cpj.org](http://cpj.org)). Human Rights Watch – Rapport mondial 2026, chapitres Chine, Russie, Venezuela, Turquie ([hrw.org](http://hrw.org)). Amnesty International – Rapport sur l'Inde et les droits à la liberté d'expression 2026 ([amnesty.org](http://amnesty.org)). Freedom House – Freedom in the World 2026, chapitre Chine ([freedomhouse.org](http://freedomhouse.org)). International Press Institute (IPI) – Europe Press Freedom Report 2026 ([ipi.media](http://ipi.media)). Media Freedom Rapid Response (MFRR) – Rapports sur la Géorgie 2025-2026 ([mfrf.eu](http://mfrf.eu)). Latin American Journalism Review – Données sur les meurtres de journalistes en Amérique latine ([latamjournalismreview.org](http://latamjournalismreview.org)). IDEA International – Rapport sur la liberté de la presse en Amérique latine 2026

(idea.int). International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) – Rapport sur les détentions de journalistes au Myanmar (icnl.org). Committee for Justice (CFJ) – Documentation des cas libyens 2026. Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) – Déclarations de mars-mai 2026. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) – Rapport conjoint sur la Libye, 17 février 2026. Article 19 – Rapport sur les journalistes ukrainiens détenus par la Russie 2026 (article19.org). CPJ – Rapport sur le Salvador et la liberté de la presse, 16 avril 2026 (cpj.org). RSF – Rapports spéciaux sur la Géorgie, la Hongrie, la Tunisie, la Chine, la Russie, l'Inde, les Philippines, 2026 (rsf.org).

## **Annexes**

### **Annexe 1 : Classements RSF 2026 des pays africains mentionnés**

Tunisie 137e -8 places

Algérie 145e -19 places

Maroc 105e +15 places

Libye 138e -1 place

Afrique du Sud 21e Stable

Niger Chute de 37 places Forte baisse

Bénin Chute de 21 places Forte baisse

Érythrée 180e Stable

### **Annexe 2 : Chronologie des événements clés 2026**

- **5 février 2026** : Arrestation d'Abdelali Mezghiche (Algérie)
- **12 février 2026** : Arrestation de Zineb El Kharroubi (Maroc)

- **18 février 2026** : Arrestation d'Abdou Nguer (Sénégal)
- **20 février 2026** : Arrestation de Faraj Abd Al-Karim (Libye)
- **19 mars 2026** : Arrestation des journalistes de l'AFP/ Getty Images (Libye), enlèvement d'Al-Mahdi Abu Al-Qasim (Libye)
- **24 avril 2026** : Arrestation de Zied El Heni (Tunisie)
- **7 mai 2026** : Arrestation de Bouabbas Al-Mansouri (Libye)
- **11 mai 2026** : Audience sur la dissolution d'Inkyfada (Tunisie)
- **27 mai 2026** : Libération de René Capain Bassène (Sénégal)

### **Annexe 3** : Sources principales

- Reporters sans frontières (RSF) – Indice mondial de la liberté de la presse 2026, publié le 30 avril 2026
- Comité pour la protection des journalistes (CPJ) – Base de données des journalistes emprisonnés, mises à jour 2026
- Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) – Déclaration du 3 mai 2026 et rapport du 17 février 2026
- Committee for Justice (CFJ) – Communiqués des 8 mars et 17 mai 2026
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) – Déclaration du 7 mai 2026
- Women Journalists Without Chains – Déclaration du 13 février 2026

*Association mondiale des blogueurs (AMB) The World Association of Bloggers (WAB) Genève, Suisse 2 juin 2026 [info@amb-association.org](mailto:info@amb-association.org)*

[amb-association.org](http://amb-association.org)